



REPUBLIQUE DU BENIN



*Au service
des peuples
et des nations*



INITIATIVE **1000 JOURS** POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

INITIATIVE 1000 JOURS
POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN
PLAN D' ACTIONS 2014-2015

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	7
INTRODUCTION	9
1. Situation des OMD au Bénin	9
2. Fondements du Plan d'actions	13
3. Priorisation des interventions accélératrices de progrès	13
4. Coûts prévisionnels et financement du Plan d'actions	14
5. Conditions préalables pour la mise en œuvre du Plan d'actions	22
6. Mécanisme de suivi et d'évaluation	22
ANNEXES	25
<i>ANNEXE 1 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : AGRICULTURE ET LUTTE CONTRE LA FAIM</i>	26
<i>ANNEXE 2 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION PRIMAIRE</i>	42
<i>ANNEXE 3 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION SECONDAIRE, TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE</i>	54
<i>ANNEXE 4 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE INFANTILE</i>	59
<i>ANNEXE 5 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE MATERNELLE</i>	64
<i>ANNEXE 6 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : VIH/SIDA, TUBERCULOSE ET PALUDISME</i>	68
<i>ANNEXE 7 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET TRANSPORT</i>	77
<i>ANNEXE 8 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE</i>	78
<i>ANNEXE 9 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : EAU ET ASSAINISSEMENT</i>	80
<i>ANNEXE 10 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENERGIE</i>	89

AVANT PROPOS

Depuis 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) constituent le cadre de planification et de programmation des politiques publiques de développement au niveau mondial. A ce jour, le bilan fait dans beaucoup de pays dont le Bénin révèle des résultats mitigés. De ce fait, la communauté internationale se préoccupe de l'accélération des progrès vers les cibles fixées pour 2015. Au Bénin, le parcours vers 2015 est encore parsemé de contraintes et les défis à relever au titre des performances sont à la fois d'ordre général et spécifique à chacun des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Face à cette situation, le Gouvernement de la République du Bénin voudrait répondre à l'invitation du Système des Nations Unies à s'inscrire dans « l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD », en redoublant d'efforts particulièrement au cours du triennal 2013, 2014 et 2015, afin d'approcher significativement les cibles des OMD encore à la traîne.

Le Gouvernement de la République du Bénin, reconnaissant le rôle important que les engagements internationaux comme ceux de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 sur les OMD ont joué dans les progrès sociaux réalisés au Bénin, et soucieux de bien parachever l'œuvre commencée, se fait le devoir de concrétiser cette initiative salutaire pour la grande majorité des populations. A cet égard, mon Gouvernement a travaillé à l'élaboration de cette

Feuille de route qui va servir de guide à l'action publique d'ici à 2015 en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs.

Le Gouvernement du Bénin saisit cette opportunité pour présenter toutes ses félicitations à tous ceux qui se sont investis dans l'élaboration de ce document. Le Gouvernement salue les efforts consentis par l'ensemble du Système des Nations Unies au Bénin et particulièrement à son Coordonnateur Résident dont le soutien a permis de réaliser la présente œuvre. Par ailleurs, le Gouvernement exprime sa sincère gratitude à tous les Partenaires Techniques et Financiers pour leurs appuis soutenus et les exhorte à s'engager avec encore plus de détermination pour assurer et garantir la mise en œuvre efficace du Plan d'actions. Enfin, il exhorte tous les acteurs nationaux et internationaux du développement à s'impliquer activement pour sa mise en œuvre au bénéfice des populations.

**Le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement**

Dr Boni YAYI

INTRODUCTION

Partie intégrante de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont un ensemble de huit (08) objectifs déclinés en vingt-et-une (21) cibles et le terme effectif pour atteindre les cibles est 2015. Les huit (08) OMD à atteindre dans des délais sont relatifs à la pauvreté et la faim, l'éducation, l'égalité des sexes, la mortalité infantile, la santé maternelle, la lutte contre le sida, le paludisme et d'autres maladies, la préservation de l'environnement et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Depuis l'adoption des OMD, les pouvoirs publics, les organisations internationales et la société civile de par le monde ont aidé à réaliser des progrès considérables qui ont apporté des améliorations notables dans les conditions de vie des populations. Pour consolider ces réussites et accélérer les progrès, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies a appelé, le 4 avril 2013, la communauté internationale à accroître les investissements ciblés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'assainissement, à autonomiser les femmes et les filles, à se concentrer sur les gens les plus vulnérables, à honorer ses engagements en matière d'aide et à

redoubler d'efforts sur toute la gamme, depuis les instances gouvernementales jusqu'aux groupes de base, de manière à faire une différence. D'où l'initiative des « Mille jours d'actions pour la réalisation des OMD ».

Conscient des avancées enregistrées sur le chemin des OMD, le Gouvernement du Bénin a saisi cette opportunité pour mobiliser la communauté nationale et internationale en vue d'une action collective et décisive. C'est à cet effet que le présent Plan d'actions multisectoriel a été élaboré et validé. Le Plan d'actions se présente sous la forme de matrices sectorielles/thématiques de mesures permettant d'accélérer les progrès vers cibles fixées en 2015. Il est assorti d'une feuille de route qui permet de suivre et d'évaluer les actions et solutions accélératrices prévues sur le biennal 2014-2015.

1. Situation des OMD au Bénin

En 2012, l'Indice de développement humain du Bénin a été estimé à 0,436 (Rapport sur le développement humain, PNUD, 2013), en évolution par rapport à l'année 1980 où il se situait à 0,252. En dépit de cette évolution, les progrès vers les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont lents et la situation varie selon les objectifs.

Tableau 1 : Situation des principaux indicateurs OMD suivis au Bénin en 2011

OMD	Cibles	Indicateurs pour le suivi des progrès	Progrès à ce jour	Cible OMD en 2015
OMD 1	1.A. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	1.1 Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA)	53,9%	26.70% (faible probabilité de réalisation)
		1.2 Incidence de la pauvreté	36,2%	25% (faible probabilité de réalisation)
		1.3 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale	6,1%	10% (faible probabilité de réalisation)
	1.B: Assurer le plein emploi productif et le travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes	1.4 Taux de croissance du PIB par personne employée	0,005	
		1.5 Ratio Emploi-populations	71%	
		1.6 Proportion de personnes employées vivant en-dessous de \$1 (PPA) par jour	47,6%	
		1.7 Proportion de travailleurs indépendants et d'aides familiaux dans l'emploi total	85,1%	
	1.C. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	1.8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans	21,3%	14,6% (faible probabilité de réalisation)

OMD	Cibles	Indicateurs pour le suivi des progrès	Progrès à ce jour	Cible OMD en 2015
OMD 2	2.A. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	2.1 Taux net de scolarisation dans le primaire	74,4%	100% (forte probabilité de réalisation)
		2.2 Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire (taux d'achèvement)	64,3%	100% (moyenne probabilité de réalisation)
		2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, hommes	55,2% 74,8%	100% (moyenne probabilité de réalisation)
OMD 3	3.A. Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	93% (primaire) 76% (secondaire)	100% (forte probabilité de réalisation)
		3.2 Proportion des femmes ayant un emploi salarié dans un secteur autre que le secteur agricole	7,3%	
		3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national	8,43%	50% (faible probabilité de réalisation)
OMD 4	4.A. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	70 pour 1000	65 per 1000 (faible probabilité de réalisation)
		4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole	70%	100% (moyenne probabilité de réalisation)
OMD 5	5.A. Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	5.1 Taux de mortalité maternelle	410 pour 100000	125 per 100.000 (faible probabilité de réalisation)
		5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	84%	100% (forte probabilité de réalisation)
	5.B: Assurer d'ici 2015, l'accès universel à la santé reproductive	5.3 Taux de prévalence de la contraception	13%	100% (faible probabilité de réalisation)
		5.5 La couverture en soins prénataux (au moins une visite et au moins quatre visites)	83,4%	100% (forte probabilité de réalisation)
OMD 6	6.A. D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans	1,2%	2% (forte probabilité de réalisation)
		6.2 Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque	41,2%	40% (forte probabilité de réalisation)
		6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida	34,8%	100% (moyenne probabilité de réalisation)
	6.B. D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida	6.5. Proportion de la population au stade avancé de l'infection par le VIH ayant accès à des médicaments antirétroviraux	20%	50% (faible probabilité de réalisation)
	6.C. D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle et due à cette maladie	6.7 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous moustiquaire imprégnée d'insecticide	71%	100% (forte probabilité de réalisation)
		6.8 Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés	38%	100% (moyenne probabilité de réalisation)

OMD	Cibles	Indicateurs pour le suivi des progrès	Progrès à ce jour	Cible OMD en 2015
OMD 7	7.C. Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée	71,3%	100% (moyenne probabilité de réalisation)
		7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées	32,3%	100% (faible probabilité de réalisation)
	7.D. Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis	7.10 Proportion de citoyens vivant dans des taudis	94,9%	50% (faible probabilité de réalisation)
OMD 8	8.D. Traiter largement des problèmes de dette des pays en voie de développement par des mesures nationales et internationales afin de rendre la dette soutenable à long terme	8.12. Service de la dette en pourcentage des exportations des biens et des services	3,1%	3% (forte probabilité de réalisation)
		8.14. Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants	1,9%	10% (faible probabilité de réalisation)
	8.F. En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	8.15. Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants	74,3%	50% (forte probabilité de réalisation)
		8.16. Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants	1,4%	50% (faible probabilité de réalisation)

1.1. OMD N°1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim

Au niveau national, l'incidence de la pauvreté monétaire s'inscrit dans une tendance globalement négative depuis 1999: les dernières statistiques nationales indiquent qu'en 2011, 36,2% de la population béninoise est dénombré comme vivant avec un revenu annuel situé en dessous du seuil national de pauvreté contre 35,2% en 2009 et 28% en 2002. Par contre, la pauvreté non monétaire des populations - caractéristique des conditions de vie non liées aux revenus - est en recul, en relation avec les progrès réalisés en matière d'éducation et de santé de base. En 2011, elle se situe à 30,2% contre 30,8% en 2009 et 48% en 2002.

Le Bénin fait également face aux problèmes d'inégalité et de disparité en matière de pauvreté, de faim et d'insécurité alimentaire. La pauvreté monétaire sévit plus en milieu rural qu'en milieu urbain. Entre 2009 et 2011, 11 départements sur douze ont connu une aggravation de leur pauvreté monétaire. Par ailleurs, plus de la moitié des populations dans 12 communes sur les 77 communes souffrent de la pauvreté monétaire en 2011.

Au total, si les tendances actuelles se maintiennent, la plupart des cibles de l'objectif n°1 ne seraient pas atteintes en 2015.

1.2. OMD N°2: Assurer l'éducation primaire universelle

Les mesures d'offre en éducation ont permis d'accroître les flux dans l'enseignement primaire. Selon les statistiques scolaires, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) atteint 111,5% en 2011-2012. Cependant, le taux net de scolarisation est faible et se situe dans l'ordre de 70 à 80%¹, signe d'une dégradation du taux d'achèvement au primaire (64% en 2011 contre 67% en 2010), lui-même lié au taux encore élevé de redoublement et/ou d'abandon. Du reste, la présence des filles à l'école s'est améliorée et on note un ratio filles/garçons au primaire de l'ordre de 0,8.

Cependant, le système éducatif doit relever d'importants défis de qualité de l'enseignement, d'efficacité interne et externe, de maintien des enfants notamment les filles dans le cycle primaire et des possibilités d'achever le

¹ Données des enquêtes auprès des ménages, INSAE, 2012.

premier cycle de l'éducation secondaire. Une attention soutenue devra être accordée à l'enseignement secondaire, technique et professionnel afin de favoriser l'atteinte des objectifs de création d'emplois et d'auto-emplois.

1.3. OMD N°3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Au Bénin, les femmes restent plus vulnérables au phénomène de la pauvreté que les hommes. Elles sont en minorité dans les emplois salariés et occupent très peu de places dans les instances de décision. Leur représentativité dans les instances de décision politiques est estimée à 13% au niveau national bien que l'électorat béninois soit majoritairement féminin. Les statistiques les plus récentes ont révélé que seulement 4,8% des élus locaux sont des femmes et le Bénin compte 1 seule femme sur 77 Maires. Au niveau de l'Institution parlementaire, le niveau de représentativité des femmes est en augmentation en moyenne de 20,2% d'une législature à l'autre : de 6,25% en 1995, la proportion des femmes parlementaires s'est établie à 8,4% pour la législature actuelle.

Pour une bonne gouvernance participative, des efforts énormes restent encore à faire pour assurer une représentativité effective de la femme dans les instances de prise de décision pour réaliser l'autonomisation de la femme.

1.4. OMD N° 4, 5 et 6 relatifs à la santé

De manière générale, les indicateurs en matière de santé connaissent une évolution globalement satisfaisante.

- **Santé infantile** : Au niveau national, le taux de mortalité infanto-juvénile (taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans) suit une tendance à la baisse. Il est, en effet, passé de 167 pour 1000 en 1996 à 125 pour 1000 en 2006 et 70 pour 1000 en 2011. La tendance d'évolution de cet indicateur est cohérente avec le sentier OMD concerné. Et si le rythme d'évolution se maintenait, la cible de 65 pour 1000 naissances vivantes pourra être atteinte en 2015.
- **Santé maternelle** : En matière de santé maternelle, des efforts appréciables ont été notés par rapport aux soins prénataux, mais avec une tendance à la dégradation ces dernières années (91% en 2006, 96% en 2007 et 83% en

2011). La proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié (médecin, sage-femme, infirmière) s'est accrue, passant de 65,5% en 2001 à 74,0% en 2006 et à 80,9% en 2011 réduisant ainsi les risques à la naissance. En dépit de ces efforts, l'évolution du taux de mortalité maternelle (410 décès pour cent mille naissances vivantes en 2011 contre 397 en 2006 et 498 en 1996) par rapport au sentier des OMD montre que l'objectif de 125 pour cent mille naissances vivantes serait difficilement atteint en 2015.

- **VIH/SIDA, Paludisme et autres maladies** : S'agissant de la pandémie du VIH/SIDA, sa stabilisation devient une réalité progressive dans la mesure où le taux de prévalence nationale du VIH/SIDA est de 1,2% (1,4% chez les femmes et 1,0% chez les hommes) en 2011. Au niveau national, le taux de létalité du paludisme est de 110 pour 1 000 habitants. Entre 2001 et 2006, la proportion des enfants de moins de 5 ans dormant sous une moustiquaire imprégnée a été multipliée par 4,7, passant de 7% en 2001 à 33% en 2006, puis s'est hissé à 65,7% en 2011 au niveau national.

1.5. OMD N°7 : Assurer un environnement durable

- **Environnement et assainissement** : Le Bénin doit faire face aux problèmes environnementaux de plus en plus croissants tels que les phénomènes des changements climatiques, la déforestation, la pollution atmosphérique et l'érosion côtière. Les infrastructures d'hygiène et d'assainissement de base sont insuffisantes. Environ 78% des ménages jettent leurs ordures dans la nature et moins de 8% de la population utilise les services d'une voirie pour évacuer les ordures. En outre, la proportion des terres protégées, bien qu'en progression (23,9% en 2006 contre 11,4% en 2002), demeure encore faible.
- **Infrastructures de base** : En matière d'infrastructures socio-économiques, les défis sont importants. Concernant les infrastructures routières, en dépit des investissements louables réalisés dans les routes desservant les principaux pôles régionaux et urbains, l'évolution de la densité routière reste en deçà de la cible de 0,5Km/1000 habitants. Par insuffisance de ressources, les pistes rurales ne sont pas régulièrement entretenues. Par ailleurs, les tendances actuelles en matière d'accès à l'énergie ne sont pas de nature à favoriser l'accélération de la croissance et l'accès aux autres

sources d'énergies modernes et durables reste limité en raison de leur faible promotion.

- **Accès à l'eau potable** : L'accès à l'eau potable constitue le deuxième OMD pour lequel les tendances d'évolution au Bénin laissent penser que la cible pourra être atteinte en 2015. En matière d'accessibilité à l'eau potable, la proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau potable est passée de 50% en 1990 à 57,8% en 2001 pour s'établir à 63,6% en 2006 et 71,3% en 2011² sur le plan national. Malgré cette bonne évolution, il est observée une forte disparité géographique et une inégalité d'accès aux infrastructures hydrauliques.

2. Fondements du Plan d'actions

Le Plan d'actions multisectoriel tire son essence de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRCP) 2011-2015, du Programme d'Actions Prioritaires (PAP), des Politiques et Stratégies sectorielles, des Cadres d'Accélération des OMD (CAO) ainsi que de leurs supports budgétaires (Budgets programme - BPO, Cadre de Dépenses à Moyen Terme - CDMT). A partir de ces éléments, les matrices sectorielles ont été élaborées en utilisant la méthodologie établie par le Programme des Nations Unies pour le développement à savoir le CAO. A cet effet, des groupes de travail sectoriels/thématiques comprenant aussi bien des représentants des secteurs concernés que des cadres issus des structures centrales des Ministères chargés du Développement, de l'Economie et des Finances, ont été mis en place. Au niveau méthodologique, le travail d'élaboration du Plan d'actions a été réalisé en 5 étapes :

- **Etape 1** : Faire une brève analyse diagnostique du secteur.
- **Etape 2** : Identification et priorisation des interventions. Il s'est agi, pour chaque groupe, de déterminer les interventions stratégiques requises pour atteindre les OMD.
- **Etape 3** : Identification et priorisation des goulots d'étranglement. Au regard des interventions jugées prioritaires, il est revenu à chaque groupe d'identifier et de prioriser les goulots d'étranglement, c'est-à-dire les obstacles/contraintes qui freinent la mise en œuvre des interventions identifiées à l'étape précédente dans le secteur.

² Données d'enquêtes, EMICoV 2012

- **Etape 4** : Identification des solutions accélératrices de progrès. Au regard des goulots identifiés, chaque groupe a été appelé à déterminer les solutions d'accélération coût/efficacité soutenables à moyen terme, incluant les expériences similaires et replicables d'autres pays pour les deux années 2014 et 2015.

- **Etape 5** : Planification de la mise en œuvre et le suivi-évaluation. Chaque secteur/groupe a enfin élaboré un Plan d'actions, sous la forme d'une matrice de mesure sur le biennal 2014-2015, permettant ainsi de guider l'action sur la période.

3. Priorisation des interventions accélératrices de progrès

L'un des aspects clefs du Plan d'actions, tel que prévu par la méthodologie d'élaboration du CAO, est la priorisation des interventions accélératrices de progrès. D'abord sur le choix des Ministères prioritaires, il s'est agi des secteurs qui sont en lien direct avec les cibles des OMD : Education primaire et secondaire, Santé maternelle et infantile, VIH-SIDA et Maladies prioritaires, Eau potable et Assainissement de base, Agriculture et lutte contre la Faim. En outre, les secteurs/domaines jugés indispensables pour soutenir la réalisation des OMD ont été retenus : Energie et Infrastructures routières. Sur cette base, 7 Ministères sont concernés par le Plan d'actions 2014-2015. Il s'agit de : Ministère de la Santé, Ministère des Enseignements Maternel et Primaire, Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolière et Minière, de l'Eau et des Energies Renouvelables, Ministère des Travaux Publics et des Transports et Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme.

L'ensemble des secteurs soumis à l'exercice ont retenu une certaine d'interventions accélératrices. Celles-ci ont été retenues suivant trois critères : (1) lien direct avec la cible OMD et pertinence au regard de la situation actuelle de l'OMD, (2) réalisable sur les deux ans en tenant compte de l'élément coût-efficacité, (3) activités/actions budgétisées dans le CDMT et dont le financement est quasiment acquis.

4. Coûts prévisionnels et financement du Plan d'actions

Le coût prévisionnel du Plan d'actions est estimé à 906,4 milliards FCFA sur la période 2013-2015. Le montant des intentions de financement ou de financement mobilisé (Budget National et PTFs) se chiffre à 676,6 milliards FCFF. Il se dégage ainsi un gap de financement de l'ordre de 229,8 milliards FCFA qu'il faudra mobiliser.

Sur le biennal 2014-2015, le coût est réduit à 722,6 milliards FCFA, dégageant ainsi un besoin de financement de l'ordre de 45,98 milliards FCFA. Ce volume de ressources financières est exclusivement destiné aux investissements et ne prend pas en compte les charges de fonctionnement courant qui sont déjà pris en compte par le Budget National et d'autres sources traditionnelles de financement.

Tableau 2 : Coût des interventions de l'OMD N° 1 (en millions de FCFA)

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim						
Agriculture et Lutte contre la faim	31 714	48 334	30 321	110 369	45 696	64 673
Intervention A : Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	14 453	11 548	1 237			
Intervention B : Aménagements agricoles et sécurité foncière	1 754	3 531	2 825			
Intervention C : Mécanisation agricole et innovations technologiques	10 310	22 519	20 964			
Intervention D : Financement et marché	3 351	7 082	1 901			
Intervention E : Nutrition et sécurité alimentaire	1 846	3 654	3 394			

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le coût des cinq (05) interventions prévues pour accélérer les progrès dans le cadre de l'OMD N°1 est estimé à 30,3 milliards sur la période 2013-2015, soit 12,2% du coût global du Plan d'actions.

Tableau 3 : Coût des interventions de l'OMD N° 2 et 3 (en millions de FCFA)

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
OMD 2: Assurer l'éducation primaire pour tous et OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes						
Education primaire	97 014	98 319	98 955	294 288	283 897	10 391
Intervention A : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarisation	7 024	7 190	7 041			
Intervention B : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif	137	250	213			
Intervention C : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école	93	83	83			
Intervention D : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants	70 617	71 898	72 589			
Intervention E : Renforcer le partenariat public / privé	33	33	33			
Intervention F : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire	248	134	134			
Intervention G : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés	1 844	1 821	1 822			
Intervention H : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement	5 147	5 023	5 352			
Intervention I : Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles	2 247	2 101	2 102			
Intervention J : Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques	5 717	5 702	5 407			
Intervention K : Promouvoir le bien être en milieu scolaire	1 377	1 378	1 658			
Intervention L : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	209	500	200			
Intervention M : Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement	90	49	98			
Intervention N : Organiser les examens de fin de cycle	450	450	450			
Intervention O : Améliorer la gestion pédagogique	497	512	612			
Intervention P : Améliorer la gestion financière	17	17	17			
Intervention Q : Améliorer la gestion des ressources humaines	128	68	43			
Intervention R : Renforcer le pilotage du système	540	550	540			
Intervention S : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire	599	560	561			

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
Education secondaire, technique et formation professionnelle	0	9 403	10 536	19 939	6 329	13 610
Intervention A : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	0	2 529	2 499			
Intervention B : Allocation équitable du personnel enseignant	0	30	30			
Intervention C : Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	0	15	20			
Intervention D : Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	0	2 636	2 946			
Intervention E : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	0	107	106			
Intervention F : Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	0	450	680			
Intervention G : Accroissement de l'accès à l'ETFP	0	554	538			
Intervention H : Recrutement et formation des enseignants et formateurs	0	830	1 050			
Intervention I : Développement des offres de formation professionnelle	0	750	975			
Intervention J : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	0	14	16			
Intervention K : Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	0	1 488	1 676			

Concernant les OMD relatifs à l'accès à l'enseignement primaire universel et à l'autonomisation de la femme, le coût prévisionnel est de 294,3 milliards FCFA, soit 34,7% du coût global.

Tableau 4 : Coût des interventions du secteur de la Santé - OMD N° 4, 5 et 6 (en millions de FCFA)

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
OMD 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile						
Santé Infantile	0	4 759	4 674	9 433	6 793	2 640
Intervention A : Prévention des pathologies des nouveau-nés	0	351	351			
Intervention B : Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés	0	0	0			
Intervention C : Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	0	225	150			
Intervention D : Renforcement de la disponibilité des intrants (masques, ambu, sondes d'aspiration, aspirateur à pied, table chauffante, médicaments d'urgence)	0	0	0			
Intervention E : Renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition des pédiatres et / ou délégation de tâches	0	60	60			
Intervention F : Introduction des méthodes injectables de contraception en milieu communautaire	0	0	0			
Intervention G : Renforcement de la disponibilité des intrants (produits contraceptifs. Consommables et fongicibles : kit de PEC du RC)	0	125	125			
Intervention H : Renforcement de la prise en charge du paludisme, de la pneumonie, de la diarrhée et de la PF au niveau des formations sanitaires et de la communauté	0	173	173			
Intervention I : Renforcement de la disponibilité des intrants (équipements et médicaments)	0	45	45			
Intervention J : Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé	0	10	0			
Intervention K : Développement de partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions	0	150	150			
Intervention L : Renforcement de compétence des RC	0	30	30			
Intervention M : Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	0	3 590	3 590			

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
OMD 5 : Améliorer la santé maternelle						
Santé Maternelle	0	1 203	0	1 203	1 709	-506
Intervention A : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux	0	154	0			
Intervention B : Améliorer la couverture en accouchements assistés	0	298	0			
Intervention C : Améliorer le taux de couverture en planification familiale	0	751	0			
OMD 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies						
VIH,-SIDA, Tuberculose et Paludisme	0	34 676	10 042	44 718	33 689	11 029
Enrayer la propagation du VIH / Sida						
Intervention A : Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	0	120	120			
Intervention B : Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida	0	25	25			
Intervention C : Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6	0	0	149			
Intervention D : Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG	0	86	86			
Assurer l'accès aux traitements contre le VIH / Sida						
Intervention A : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	0	11 186	2 503			
Intervention B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH	0	3 461	3 516			
Intervention C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	0	256	252			
Intervention D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge par des PVVIH	0	121	121			
Maitriser le paludisme et d'autres grandes maladies						
Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014	0	15 757	0			

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
Intervention B : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	0	0	0			
Intervention C : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	0	2 359	3 270			
Intervention D : Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	0	0	0			
Intervention E : Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	0	15	0			
Intervention F : Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	0	745	0			
Intervention G : Acquisition chaque année de médicaments antituberculeux de 1ère et 2ème ligne pour le traitement des patients tuberculeux	0	200	0			
Intervention H : Formation / recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	0	40	0			
Intervention I : Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme	0	305	0			

Dans le domaine de la santé, le coût total estimé pour les interventions retenues pour accélérer les progrès des OMD 4, 5 et 6 est de l'ordre 55,4 milliards FCFA (non compris les coûts de gestion, les ressources humaines et certaines infrastructures).

Tableau 5 : Coût des interventions de l'OMD N° 7 relatif aux infrastructures (en millions de FCFA)

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
OMD 7 : Assurer un environnement durable						
Routes et Transport	0	125 701	86 727	212 428	119 111	93 317
Intervention A : Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	0	73 176	40 000			
Intervention B : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	0	1 151	0			
Intervention C : Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégoués	0	0	0			
Intervention D : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	0	47 871	43 224			
Intervention E : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme	0	876	876			
Intervention F : Huit embarcadères / débarcadères construits, aménagements de trois routes et deux plans inclinés pour desservir certains de ces embarcadères / débarcadères	0	2 627	2 627			
Environnement et Cadre de vie	18 783	32 660	23 687	75 130	72 444	2 686
Intervention A : Intensification des actions de reboisement	1 457	5 450	6 443			
Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	15 371	23 654	12 369			
Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	1 855	1 556	375			
Intervention D : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	100	2 000	4 500			
Eau-Assainissement	31 615	40 784	34 303	106 702	57 374	49 328
Eau						
Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zones hydrogéologiquement difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà bien loties	8 310	9 508	7 753			
Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	1 232	1 927	1 718			

Coût en millions de FCFA	2013	2014	2015	Total	Financement acquis	Gap
Intervention C : Renforcement des capacités des communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés	1 174	1 517	2 080			
Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	30	150	120			
Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain	17 853	10 210	9 500			
Intervention F : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits	0	8 900	5 600			
Intervention H : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	0	2 540	1 500			
Assainissement						
Intervention A : Intensification de l'approche PHA en milieu rural, en priorité dans tous les départements hormis dans les communes à statut particulier	2 906	5 812	5 812			
Intervention B : Elaboration et mise en œuvre des Plans d'Hygiène et d'Assainissement Communaux (hors communes à statut particulier)	110	220	220			
Energie	4 718	21 511	6 007	32 236	49 580	-17 344
Intervention A : Développement de l'électrification rurale	4 431	11 529	3 080			
Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	0	9 770	2 880			
Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	217	105	34			
Intervention D : Promotion de l'accès des ménages aux foyers améliorés	70	107	13			

En ce qui concerne le volet des infrastructures nécessaires pour soutenir la réalisation des autres OMD, quatre domaines ont fait l'objet d'évaluation en termes d'interventions et de solutions accélératrices de progrès. Il s'agit des Routes et Transport, de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement et de l'Energie. Le coût global des interventions retenues pour ces quatre domaines est estimé à 426,5 milliards FCFA, soit une proportion de l'ordre de 47,1% du coût global. Le domaine des Routes et Transports absorbe plus de 23%, l'Eau-Assainissement pour une proportion de 11,8%, l'Environnement et cadre de vie pour 8,3% et enfin l'Energie dont le poids est de 4% environ.

5. Conditions préalables pour la mise en œuvre du Plan d'actions

La mise en œuvre efficace du Plan d'actions pour l'obtention des résultats requiert un certain nombre de préalables. A part les goulots d'étranglements identifiés au niveau de chaque Ministère sectoriel et dont les solutions sont proposées dans le Plan d'actions sectoriels, trois conditions majeures méritent d'être remplies.

Premièrement : Il s'agit de la lourdeur administrative qui caractérise l'Administration publique et les problèmes de collaboration intersectorielle. La lenteur administrative s'entend comme celle touchant tous les compartiments de l'ensemble de la chaîne administrative et institutionnelle (élaboration et adoption d'actes administratifs décisionnels, institutionnels, financiers, organisationnels, etc.). Il convient que la Haute Autorité instruisse tous les services à tous les niveaux afin qu'une attention particulière soit accordée à la mise en œuvre diligente des solutions inscrites au titre du Plan d'actions.

Deuxièmement : La deuxième condition préalable qu'il convient de remplir se rapporte à la lenteur dans l'ensemble des procédures de passation des marchés publics, au mépris des dispositions du Code des marchés publics. Un engagement volontariste de tous les acteurs qui interviennent dans la chaîne de passation des marchés publics est indispensable. A cet effet, les mesures essentielles à prendre doivent viser prioritairement à amener la Direction Nationale du Contrôle des Marchés publics (niveau central) et les Cellules de passation des marchés publics (niveaux ministériel et décentralisé) à faire respecter les délais prévus dans le Code des marchés publics. Sans dénier l'importance du contrôle, la DNCP doit veiller à ce que le contrôle n'handicape pas la mise en œuvre efficace du Plan et ceci conformément aux délais prescrits par le Code des marchés publics.

Troisièmement : La sécurisation des ressources financières prévues au titre du Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), qu'elle soit d'origine interne ou externe. Pour garantir la bonne exécution des actions prévues sur le biennal, il conviendra que les arbitrages budgétaires qui précèdent les Lois de Finances allouent prioritairement les ressources aux actions inscrites dans le

Plan d'actions. Parallèlement, les dispositions nécessaires doivent être prises pour concrétiser et garantir les intentions des bailleurs sur les deux prochaines années relativement aux actions retenues dans le présent Plan d'actions. En outre, les efforts doivent être accrus pour rechercher d'autres financements extérieurs et les mobiliser pour conforter la mise en œuvre efficace du Plan d'actions.

6. Mécanisme de suivi et d'évaluation

Le mécanisme de suivi et d'évaluation du Plan d'actions 2014-2015 pour l'accélération des progrès vers les cibles OMD sera déployé à deux niveaux.

Niveau sectoriel : Le suivi des interventions se fera au niveau des DPP, au moyen de leur mécanisme de suivi-évaluation sectoriel qui doit être désormais en lien avec celui-ci, afin de rendre efficace les activités de suivi et d'évaluation, aussi bien au niveau sectoriel qu'au niveau central. A cet effet, le processus de suivi des dépenses qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'actions visant l'accélération des OMD sera intégré dans le processus des revues sectorielles et constituera dès lors un point à inscrire à l'ordre du jour de toutes les revues sectorielles. Au total, ces dépenses feront l'objet d'un suivi trimestriel. Ainsi, le suivi budgétaire se fera à partir du SIGFIP et le suivi des réalisations, à partir des indicateurs d'activités qui sont élaborés trimestriellement.

A court terme, les DPP des secteurs concernés doivent proposer un Tableau de bord de suivi des actions/solutions accélératrices proposées dans le Plan d'actions par secteur. C'est l'ensemble de ces Tableaux de bord sectoriels qui constituera la Feuille de route pour guider le suivi quotidien du Président de la République au cours des deux prochaines années.

Niveau central (voir tableau ci-après) : C'est le niveau central qui s'insère dans le dispositif de suivi-évaluation de la SCRP 2011-2015 et du PAP. Au niveau central, le suivi se fera à travers les structures centrales habituellement dédiées à cette mission : la CSPEF, l'OCS, la DGSPP et la DGB. A cet effet, la CSPEF veillera à l'inscription de ces interventions dans le PAP et au niveau des dépenses sociales prioritaires. La DGSPP veillera au suivi physique des interventions retenues et la DGB assurera le suivi budgétaire à travers le SIGFIP.

Ce premier niveau de suivi sera conforté par le rôle déterminant de la Direction Générale du Budget, aidée des DPP sectoriels, dans la traduction des solutions accélératrices dans le CDMT 2014-2016 en cours d'élaboration, et dans les budgets-programmes annuels de chaque ministère sectoriel. A cet effet, les interventions accélératrices retenues doivent être traduites suivant les lignes du budget classique en vue de permettre le suivi de ces dépenses à travers le

SIGFIP. Ceci pourra se faire à l'instar de la bonne pratique en vigueur depuis quelques années au sujet des « Dépenses sociales prioritaires ». L'objectif du Gouvernement est d'assurer un taux d'exécution de 100% pour ces types de dépenses, quelle que soit la conjoncture et la régulation budgétaire opérée au cours de l'année.

Tableau 6 : Mécanisme global d'opérationnalisation pour atteindre les OMD en 1000 jours au Bénin

Etapes	Activités	Acteurs	Démarche	Résultats	Echéance
Adoption du Plan d'action par le Gouvernement	Restitution des résultats du Plan d'actions au Gouvernement	CAE, DGPD, DGSP, CSPEF, DGIFD, DGB PNUD/SNU, OCS	Séminaire gouvernemental élargi aux structures centrales	Le Plan d'actions est un repère de programmation budgétaire sur le biennal 2014-2015	Mi-Juin 2013
Appropriation par les acteurs sectoriels	Restitution aux Coordonnateurs de projets, et gestionnaires de crédits	Ministres, DC, DPP, DRFM, DNCMP, CPMP, CF et CSE	Réunions et ateliers techniques au niveau sectoriel	Les Coordonnateurs de projet et autres gestionnaires de crédit se sont appropriés les nouvelles priorités pour les dépenses publiques pour les deux prochaines années. Les indicateurs clés qui doivent permettre de justifier les progrès sont retenus de commun accord	Juillet 2013
Intégration des choix au CDMT et aux Budgets Programmes	Séances d'allocation de crédits au niveau sectoriels, organisation des revues techniques extraordinaires	DPP, Coordonnateurs de projet et responsables de structures	Programmations fondées sur les priorités en liaison avec le niveau actuel des indicateurs par rapport aux objectifs à atteindre	Les investissements prioritaires retenus ont été programmés dans les budgets programmes des ministères	Septembre 2013
Mise en œuvre	Priorisation et sécurisation des interventions retenues dans les activités quotidiennes des ministères	DPP, DGB, DGIFD, DRFM, CSPEF, CF, DNCMP, CPMP	Intégration des dépenses liées au plan d'actions aux dépenses sociales prioritaires du SIGFIP	Toutes les dépenses prévues dans le plan d'actions sont exécutées au cours de l'année	Permanent
Suivi à mi-parcours des réalisations	Transmission trimestrielle du point des réalisations financière et physique et analyse des progrès	DPP, DGB, DGIFD, DGPD, CSPEF, DGSP, OCS, DNCMP, CPMP, CF	Identification et suppression des goulots	Les contributions sont créées pour une mise en œuvre effective du plan d'actions	Permanent
Evaluation annuelle des progrès	Etude sur l'évolution des indicateurs	CAE/PR, DGPD, DGB, DGIFD, PNUD, DPP, OCS, CSPEF, BEPP	Etude comparative des progrès par rapport à 2013 et 2015	Les éventualités pour l'atteinte des OMD sont connues et les ajustements nécessaires sont proposés.	Permanent
Analyse sectorielle des progrès	Analyse des progrès par secteurs et identification de nouveaux goulots d'étranglement	CAE, DGPD, DGSP, CSPEF, DGIFD, DGB PNUD, OCS, DNCMP, CPMP, CF	Actualisation du plan d'actions dans les secteurs qui sont à la traîne	Le plan d'actions est actualisé et mis en œuvre	Permanent

ANNEXES

ANNEXE 1 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : AGRICULTURE ET LUTTE CONTRE LA FAIM PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim														
1. A Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux semences, engrais et produits phytosanitaires	A. SEMENCES, ENGRAIS ET PRODUITS PHYTOSANITAIRES ET VETERINAIRES	A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux semences de maïs, riz, manioc et cultures maraichères de qualité	A.1.1. Mauvaise organisation de la chaîne de demande et de l'offre en semences de qualité	A.1.1.1. Mettre en place un mécanisme efficace d'expression des besoins en semences (C.Plan d'action PSRSA)	112	30	PACER et Budget National	82	112	0	0	112	SONAPRA, CARDER, DAGRI, Collectivités locales, ONG, MEF, ProCAD, PNOPPA, Coopération Suisse, GIZ, FAO, PASCiB
					A.1.1.2. Renforcer la capacité des acteurs (172 encadreurs et 1000 semenciers) en matière de planification, de mise en œuvre, suivi - évaluation et contrôle de la qualité des semences	94	28	PACER et Budget National	66	94	0	0	94	DICAF, DAGRI, DPQC, MEF, ProCAD, FAO, SONAPRA, CARDER, PNOPPA, DPP/ MAEP
					A.1.1.3. Mettre en place un système de crédit semence au profit des petits producteurs/ productrices	4 983	3 650	PACER et Budget National	1 333	4 983	0	0	4 983	MCMEJF, MEF, ProCAD, SONAPRA, CARDER, PNOPPA, DPP/ MAEP
					A.1.1.4. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'une plateforme des acteurs pour la coordination de la sous filière semence	40	0	Néant	40	8	16	16	40	ABéProFA/ SONAPRA, PNOPPA, GIZ

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
				A.1.2. Eloignement des points de distribution par rapport aux zones de production.	A.1.2.1. Créer des points de distribution dans 04 arrondissements en moyenne par commune en vue de rapprocher les semences des petits producteurs/ productrices	3 080	1 000	Budget National et PSAAB	2 080	1 026	2 054	0	3 080	ABéProFA/ SONAPRA, Collectivités locales, PNOPPA, GIZ, IFDC,
1. C Réduire de moitié, entre 1990 et 2015 la proportion de la population qui souffre de la faim.	Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux géniteurs, produits vétérinaires et zootechniques.		A.2. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux géniteurs de race améliorée (volaille, lapin, porcin, aualacode et petits ruminants) et aux alevins de Tilapia et de poisson-chat de qualité	A.2.1. Disponibilité insuffisante d'unités de production d'alevins	A.2.1.1. Renforcer les capacités organisationnelles, techniques des unités d'alevinage en matière de production d'alevins et de gestion durable de ferme piscicole.	30	10	ProVAC	20	15	15	0	30	D Pêches, JICA, ProCAD, PANA1, SNRA
				A.2.2. Absence de centre de conservation de souche de géniteurs. Ce qui limite les possibilités d'amélioration génétique et donc des alevins de bonne qualité.	A.2.2.1. Créer et rendre fonctionnel un (01) centre de conservation de souche de géniteurs à Aplahoué département du Couffo	155	0	Néant	155	78	77	0	155	PANA1, MAEP

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux alevins et aliments de poisson			A.2.3. Insuffisance de centre de production de géniteur avicole amélioré	A.2.3.1. Mettre en place des coqs raceurs (améliorateurs) soutenu par des actions de suivi sanitaire et d'amélioration des conditions d'élevage (habitat et alimentation)	750	20	PADAB	730		325	325	750	DE, ABéProFA/ SONAPRA, le PADAB, les CARDER, les aviculteurs, accoueurs, fabricants d'aliment, distributeurs de produits vétérinaires, prestataires de services vétérinaire en aviculture, vaccinateurs villageois de volailles
			A.3. Renforcement de l'accessibilité des petits producteurs/ productrices aux intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, produits zootecniques et vétérinaires et aliments poissons)	A.3.1. Coûts élevés des intrants (aliments poissons, aliments bétails, produits phytosanitaire et vétérinaires, hormones et additifs) et des infrastructures limitant l'accès des petits producteurs/ productrices.	A.3.1.1. Mettre en place une subvention ciblée et dégressive des intrants au profit de 100.000 petits producteurs/ productrices (sur la base de bons)	1 760	390	Budget National	1 370		880	880	1 760	MAEP, Ministère du Développement, Ministère des Finances
					A.3.1.2. Appuyer la production et l'amélioration de la qualité des aliments de poisson fabriqués localement	40	0	Néant	40	8	16	16	40	MAEP, JICA, ProCAD, fabricants d'aliments de poisson, SNRA

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
				A.3.2. Mauvaise organisation de la chaîne de demande et de l'offre en engrais, produits phytosanitaires et vétérinaire	A.3.2.1. Mettre en place un mécanisme efficace d'expression des besoins en engrais, produits phytosanitaires et vétérinaire (C.Plan d'action PSRSA)	112	32	Budget National et PAFILAV	80	38	74	0	112	SONAPRA, CARDER, DAGRI, Collectivités locales, ONG, MEF, ProCAD, PNOPPA, Coopération Suisse, GIZ, FAO
			A.3.2.2. Renforcer la capacité des acteurs en matière de planification, de mise en œuvre, suivi - évaluation et contrôle		44	0	Néant	44	22	22	0	44	DICAF, DAGRI, DPQC, MEF, ProCAD, FAO, SONAPRA, CARDER, PNOPPA	
			A.3.2.3. Mettre en place un système de crédit engrais au profit des petits producteurs/ productrices		16 118	8 800	Budget National	7 318	8 059	8 059	0	16 118	PNOPPA, IDI, PASCiB, DPLR, GIZ	
			A.3.2.4. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'une plateforme des acteurs pour la coordination de la sous filière engrais et produits phytosanitaires sur vivriers		40	0	Néant	40	10	10	0	40	ABéProFA/ SONAPRA, Collectivités locales, PNOPPA, GIZ, IFDC, CARDER,	
Sous total						27 358	13 960		13 398	14 453	11 548	1 237	27 358	

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Superficies aménagées	B. AMENAGEMENTS AGRIQUES ET SECURITE FONCIERE	B.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux petits aménagements hydro agricoles adaptés aux changements climatiques pour le maïs, le riz, les cultures maraichères, le manioc et le poisson	B.1.1. Difficultés dans la gestion des projets	B.1.1.1. Mettre en œuvre un programme de renforcement de capacités des gestionnaires de projets/ programmes sur les sujets sensibles tels que: la passation des marchés y compris les demande d'avis de non objection, la gestion financière (bonne programmation à bonne date, bon suivi des décaissements, paiement régulier des acomptes, etc.) et la maîtrise des principes de gestion des bailleurs, etc.)	5	5	Budget National	0	2	3	0	5	MAEP, MDAEP, CAA/MEF, PAPP/BI D, PNUD, PAFILAV/BAD, PSAAB/BOAD
					B.1.1.2. Promouvoir l'usage du principe de gestion relatif à la convention avec les organisations de producteurs pour l'exécution des travaux sommaires à l'image de l'expérience concluante du PUASA avec les OPA (Elaboration et formation sur le guide méthodologique)	22	0	Néant	22	11	11		22	MAEP, MDAEP, CAA/MEF, PAPP/BI D, PNUD, PAFILAV/ BAD, PSAAB/ BOAD, ProCAD/ BM, PACER/ FIDA, FAIA/CTB, PNOPPA

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
					B.1.1.3. Accélérer l'opérationnalisation de l'Agence pour la Promotion des Aménagements Hydro-agricoles (APAH)	200	200	Budget National	0	100	100	0	200	MAEP, PASCIB, PNOPPA,
					B.1.1.4. Mettre en œuvre un programme d'extension des aménagements sommaires pour 10.000 ha complémentaires au profit de 20.000 petits producteurs/productrices	6 662	0	Néant	6 662	1 332	2 665	2 665	6 662	DGR/MAEP, CARDER, MEF, PNOPPA, PASCIB, Collectivités locales
				B.1.2. Faible organisation des acteurs (producteurs, encadreurs et prestataires) pour une gestion responsable des aménagements sommaires	B.1.2.1. Organiser la formation et la sensibilisation de 40000 petits producteurs/productrices à l'entretien des ouvrages (notamment le reprofilage des digues et des diguettes au début de chaque campagne ultérieure à la livraison des travaux) et à la gestion des périmètres irrigués	400	100	Projets/ programmes	300	80	160	160	400	MAEP, PNOPPA, PAPPI, PACER, PSAAB, FAIA/CTB
					B.1.2.2. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'un cadre multi-acteurs de gestion et de suivi des aménagements hydro-agricoles dans les 12 départements	242	0	Néant	242	81	161	0	242	MAEP, ProAGRI/GIZ, PNOPPA, PACER/FIDA, FAIA/CTB, PAPPI/BID, PSAAB/BOAD, ANCB, MDGLAT

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Nombre de petits producteurs/ productrices atteints		B.2. Facilitation de l'accès à la terre des petits producteurs/ productrices à travers l'extension des Plans Fonciers Ruraux	B.2.1. Retard dans la promulgation de la nouvelle loi portant code foncier et domanial du fait de quelques non conformités relevées par la cour constitutionnelle	B.2.1.1. Faire le plaidoyer pour la mise en conformité, par l'Assemblée Nationale, des dispositions de la loi portant régime foncier et domanial	5	0	Néant	5	5	0	0	5	PASCiB, PNOPPA, MAEP, MEHU
				B.2.2. Incivisme foncier de la population dû à la méconnaissance et au manque de rigueur dans l'application de la loi.	B.2.2.1. Organiser la sensibilisation et la vulgarisation de la loi sur toute l'étendue du territoire national	231	35	Budget National	196	0	231	0	231	MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, MDAEP
					B.2.2.2. Mettre en place un système performant de gestion de l'information foncière	133	0	Néant	133	133	0	0	133	MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, MDAEP, ANDF
					B.2.2.3. Mettre en place un observatoire de veille citoyenne sur le foncier	200	0	Néant	200	0	200	0	200	MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, MDAEP, ANDF
	Nombre de PFR complémentaires réalisés			B.2.3. Non démarrage du Programme nationale de la gestion foncière et domaniale dû au non bouclage des procédures administratives préalables basé au ministère en charge de développement	B.2.3.1. Accélérer les procédures administratives restantes liées au Programme nationale de la gestion foncière et domaniale basé au ministère en charge de développement	10	10	Budget National	0	10	0	0	10	MDAEP, Coopération Néerlandaise, MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, ANDF
Sous total						8 110	350		7 760	1 754	3 531	2 825	8 110	

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
% de Superficies cultivées mécanisées	C. MECANISATION AGRICOLE ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES	C.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices à la mécanisation adaptée aux activités agricoles et aux zones agro- écologiques	C.1.1. Difficultés d'approvisionnement en matériels agricoles surtout pour les petits producteurs/ productrices	C.1.1.1. Rendre fonctionnel l'Agence de Développement de la Mécanisation agricole (ADMA)	200	200	Budget National	0	200	0	0	200	ADMA, MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCiB, ONG et les communes	
				C.1.1.2. Susciter la création et appuyer l'équipement des ateliers de 250 Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA)	12 250	2 000	Budget National	10 250	2 450	4 900	4 900	12 250	ADMA, MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCiB, ONG et les communes	
				C.1.2. Faible capacité de services après- vente	C.1.2.1. Appuyer la construction de 36 Centres de Mécanisation Agricoles (CEMA) et les rendre fonctionnels : recrutement du personnel technique, formation à l'utilisation du matériel, maintenance et approvisionnement en pièces de rechange	2 506	250	Budget National	2 256	501	1 002	1 002	2 506	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCiB, ONG et les communes

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Nombre de petits transformateurs/ transformatrices équipés			C.1.3. Insuffisance d'infrastructures et d'équipements appropriés de transformation et de conservation des produits agricoles	C.1.3.1. Acquisition à titre pilote de 11 moissonneuses / batteuses par les petits producteurs/ productrices à raison d'01 par Département sauf Littoral	1 430	1 430	Budget National	0		1 430	0	1 430	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
			C.2. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux connaissances professionnelles et aux innovations technologiques en matière de production, de transformation et d'adaptation aux changements climatiques	C.2.1. Non opérationnalisation de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)	C.2.1.1. Actualiser le document de Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR)	10	10	Budget National	0	10	0	0	10	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
					C.2.1.2. Opérationnaliser et mettre en œuvre la Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR)	50	10	Projets/ programmes	40	25	25	0	50	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Nombre de nouveaux CUMA et CEMA créés et fonctionnels			C.2.2. Faible diffusion des itinéraires techniques et suivi de leur adoption effective par les petits producteurs/productrices	C.2.2.1. Renforcer la diffusion des itinéraires techniques	11 600	5 600	Projets/ programmes et Budget National	6 000	2 320	4 640	4 640	11 600	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GLZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
					C.2.2.2. Suivre l'application et l'adoption effective des itinéraires techniques par les producteurs	0			0	0	0	0	0	MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GLZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes
				C.2.3. Faible capacité en équipement et en ressources humaines des structures de recherche et de conseil agricole	C.2.3.1. Renforcer les capacités en ressources humaines (chercheurs, techniciens spécialisés et conseillers en vulgarisation)	1 829	720	Budget National	1 109	0	914	914	1 829	INRAB, Universités, PNOPPA, DICAF, PASCIB, DAGRI, CARDER, DE/MAEP, DPECHES/MAEP
					C.2.3.2. Renforcer les capacités des structures de recherche agricole et de conseil agricole en matériels roulants, de laboratoires, d'équipements techniques de travail, etc.	23 769	12 000	Budget National et projets/ programmes	11 769	4 754	9 507	9 507	23 769	INRAB, Universités, PNOPPA, DICAF, PASCIB, DAGRI, CARDER, DE/MAEP, DPECHES/MAEP

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées (2013-2015)	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels	
						COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015		
	Nombre de petits producteurs/ productrices touchés			C.2.4. Absence de centres pilotes de recherche- développement et de formation en aquaculture/ pisciculture	C.2.4.1. Renforcer et équiper un centre pilote de recherche- développement et de formation en aquaculture/ pisciculture à Ifangni dans le département de l'Ouémé	150	0	Néant	150	50	100		150	INRAB, Universités, PNOPPA, PASCIB, CARDER, D/ PECHES/MAEP	
Sous total						53 794	22 220		31 574	10 310	22 519	20 964	53 794		
	Taux d'accroissement du volume de crédit adapté alloué aux bénéficiaires du secteur agricole.	D. FINANCEMENT ET MARCHÉ	D.1. Facilitation de l'accès et de l'utilisation des services du Fonds National de Développement Agricoles (FNDA) aux petits producteurs/ productrices agricoles	D.1.1. Non opérationnalisation du FNDA	D.1.1.1. Accélérer l'opérationnalisation du FNDA. Inscrire le thème à l'ordre du jour des réunions du GTA pour susciter des rencontres entre les PTF et le Président de la République pour régler définitivement la question de signature du Décret FNDA.	0	0		0				0	PTF , Groupe Thématique Agricole (GTA), CNAB, PASCIB, CCIB,	
	Taux d'accroissement des investissements privés réalisés dans le secteur			D.1.2. Non mobilisation des ressources financières de l'Etat et autres pour l'abondement du FNDA	D.1.2.1. Intensifier le dialogue inter acteurs pour mobiliser les cinquante (50) milliards nécessaire pour la mise en route des trois guichets du FNDA	2	2	Budget National	0	1	1			2	PNOPPA, MAEP, PTF, PASCIB, Groupe thématique Agriculture
				D.1.2.2. Rechercher d'autres types de partenaires financiers		1	1	Budget National	0		0	0		1	PNOPPA,MAEP, PTF, PASCIB, Groupe thématique Agriculture

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Taux d'accroissement des investissements publics réalisés dans le secteur agricole			D.1.3. Insuffisance d'appui des services agricoles aux petits exploitants en particulier aux femmes et aux jeunes pour faciliter leur accès à l'information et au FNDA	D.1.3.1. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'un dispositif de communication et d'information multi-acteurs pour mener des actions ciblées sur le FNDA au profit des petits producteurs/ productrices	69	69	Budget National	0	12	29	29	69	CARDER, ONG locales, PNOPPA, Coopération néerlandaise,
			D.2. Amélioration du système de distribution (stockage/ conservation, commercialisation et moyens de transport adaptés) des produits vivriers	D.2.1. Insuffisance d'infrastructures et d'équipements de séchage et de stockage/ conservation des produits vivriers	D.2.1.1. Intensifier les réalisations de construction des infrastructures et équipements pour le séchage, le stockage et la conservation des produits vivriers: 01 par arrondissement dans les 33 communes à risque d'insécurité alimentaire élevé	825	100	PSAAB	725	165	330	330	825	DGR, Agences de maîtrise d'ouvrage, Collectivités locales, CARDER, INRAB, SONAPRA, ONASA, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA
					D.2.1.2 Mobiliser les ressources pour la mise en œuvre du sous-programme intensification de la production vivrière PNSA (Programme National de Sécurité Alimentaire) dans les 33 communes les plus à risque d'insécurité alimentaire	7 771	0	Néant	7 771	2 590	5 181		7 771	PTF, MAEP, Collectivités locales, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Taux d'accroissement des recettes d'exportation de produits agricoles			D.2.2. Insuffisance de maîtrise des techniques de conservation et de stockage (maïs, riz, manioc, tomate, oignon) par les petits producteurs et les femmes commerçantes	D.2.2.1. Renforcer la vulgarisation pour la diffusion des innovations technologiques éprouvées au profit de 500.000 petits producteurs dans les 77 communes	2 000	600	Budget National et projets/ programmes	1 400	400	800	800	2 000	Collectivités locales, CARDER, INRAB, DICAF, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA
				D.2.3. Insuffisance d'infrastructures de commercialisation	D.2.3.1. Intensifier les réalisations de construction des infrastructures de commercialisation des produits vivriers sur les marchés physiques par arrondissement dans 30 communes à excédents vivriers (maïs, riz ...)	750	60	Projets/ programmes	690		375	375	750	DGR, Collectivités locales, ONASA, ONG, Projets/ Programmes, Associations des commerçants des produits vivriers, Agences de maîtrise d'ouvrage
	Taux de couverture de la demande intérieure en produits agricoles locaux			D.2.4. Faible synergie entre acteurs privés et étatiques dans les systèmes d'information sur les marchés	D.2.4.1. Intensifier les actions du conseil national des statistiques pour la prise en compte des aspects liés au Système d'Informations sur les Marchés (SIM)	516	0	Néant	516	103	206	206	516	Système national intégré des statistiques agricoles (INSAE, direction des statistiques agricoles, conseil national des statistiques, etc.), PTF
					D.2.4.2. Renforcer les capacités du système des statistiques agricoles au Bénin	400	100	Budget National	300	80	160	160	400	Système national intégré des statistiques agricoles (INSAE, direction des statistiques agricoles, conseil national des statistiques, etc.), PTF
Sous total						12 334	932		11 402	3 351	7 082	1 901	12 334	

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans	E. NUTRITION ET SECURITE ALIMENTAIRE	E.1. Renforcement de la prévention et de la prise en charge de la malnutrition aigüe chez les populations vulnérables (enfant de moins de 5 ans, la fille adolescente, la femme enceinte et la femme allaitante)	E.1.1. Faible diffusion des bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition	E.1.1.1. Fournir un appui technique et financier aux acteurs (la DANA, les CARDER, CPS, DDS, ONG/ANE, ...) dans la diffusion des paquets technologiques de bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition	286	60	Budget National	226	57	115	115	286	MAEP, PASCiB, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD,
					E.1.1.2. Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur la diffusion des bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition	75	25	Budget National et projets	50	15	30	30	75	MAEP, PASCiB, MS, Min Famille, PNUD, MCTIC,
				E.1.2. Faible disponibilité des aliments de haute valeur nutritive pour la prise en charge des malnutris aigus	E.1.2.1. Valoriser et rendre disponibles les aliments locaux pour la récupération des malnutris aigus	200	0		200	40	80	80	200	MAEP(INRAB, DANA, CARDER etc), MS, Min Famille, FAO, UNICEF, PNUD, MESRS, Universités, PAM
					E.1.2.2. Rendre disponible les ATPE au niveau des centres de récupérations nutritionnelles dans les 61 communes touchées par la malnutrition.	183	0	Néant	183	37	73	73	183	MAEP, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, MFE,

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
	Proportion de population en dessous de niveau minimal de consommation en énergie diététique		E.2. Promotion de l'éducation nutritionnelle à base communautaire et de la gestion des crises alimentaires	E.2.1. Manque de personnel de base au profil adéquat dans les 77 communes.	E.2.1.1. Recruter, former et équiper, pour chacune des 77 communes, un technicien formateur en Education Nutritionnelle	46	46	Budget National	0	23	23		46	MAEP, MS, Min Famille, MFE, PNUD, MTFP, Coopération Suisse,
					E.2.1.2. Etendre aux 67 communes restantes l'expérience en cours dans les 10 communes du Projet de Nutrition Communautaire (mise en place de points focaux nutrition) et sélection/ contractualisation d'ONG prestataires de services en nutrition	40	40	Budget national	0	8	16	16	40	MAEP, Banque Mondiale, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), PASCiB, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD,
					E.2.1.3. Identifier et Former 30 ONG prestataires de services en éducation nutritionnelle pour les 67 communes	8	8	Budget national	0	8		0	8	MAEP, PASCiB, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), Banque mondiale, FAO, UNICEF, PNUD,
				E.2.2. Insuffisance des points de vente pour l'approvisionnement de proximité	E.2.2.1. Créer un point de vente des produits alimentaires de base (maïs, riz, sorgho, etc.) et les farines infantiles enrichies par arrondissement dans les 61 communes vulnérables.	122	122	Budget national	0	41	81	0	122	MAEP, MDGLAAT, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD,

OMD/ CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	Interventions stratégiques retenues (priorisées)	Goulots d'étranglement priorisés	Solutions Identifiées	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements (en millions de F CFA)				Partenaires Potentiels
					(2013-2015)	COÛT Total	Acquis	Source de financ.	Gap (2013 -2015)	2013	2014	2015	Total 2013- 2015	
				E.2.3. Insuffisance de réserves stratégiques de sécurité alimentaire	E.2.3.1. Mettre en place un stock stratégique public de sécurité alimentaire décentralisé dans chaque commune	7 700	7 700	Budget national	0	1 540	3 080	3 080	7 700	MAEP, MDGLAAT, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, ONASA/MAEP, Collectivités locales.
			E.3. Renforcement du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	E.3.1. Inefficacité du système actuel d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	E.3.1.1. Installer une base de données (collecte-traitement d'information, tableaux de bord, etc...) dans chaque commune du Bénin sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	34	34	Budget national PBSA	0	11	22	0	34	MAEP, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition, Banque Mondiale, INSAE, PNUD,
					E.3.1.2. Mettre en place un dispositif national opérationnel de gestion et de diffusion d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	200	200	Budget national PBSA	0	67	133	0	200	MAEP, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition, Banque Mondiale, INSAE, PNUD, FAO
Sous total						8 894	8 235		659	1 846	3 654	3 394	8 894	
TOTAL						110 490	45 696		64 793	31 714	48 335	30 320	110 490	

ANNEXE 2 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION PRIMAIRE PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous								
SOUS OBJECTIF 2.1. : ACCROITRE L'ACCES AU PRIMAIRE EN PARTICULIER CELUI DES FILLES ET DES ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES								
2.1.1. : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarisation								
	Taux Net de Scolarisation dans le primaire	2.1.1.1. Assurance de la gratuité de l'école afin de réduire les charges parentales	Difficultés budgétaires	1. Assurer une couverture totale de la subvention à toutes les écoles	20 576 539	6 849 359	6 860 938	6 866 242
			Mauvaise gestion des subventions	2. Contrôler la gestion des subventions allouées aux écoles	60 000	19 973	20 006	20 021
		2.1.1.2. Promotion la demande d'éducation dans les communes à faible TBS	Faible demande de scolarisation au niveau des zones et ménages défavorisés	Mettre en œuvre le Programme d'actions complémentaires à réaliser dans toutes les communes à faible TBS	618 964	154 741	309 482	154 741
Sous-total					21 255 503	7 024 073	7 190 426	7 041 004
2.1.2. : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif								
		2.1.2.1. Appui aux initiatives des ONG et des communautés en faveur de l'éducation des enfants à besoins spécifiques	Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques	1. Evaluer les initiatives existantes en faveur des enfants à besoins spécifiques	25 000	25 000	0	0
			Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques	2. Intégrer au moins 80% des enfants à besoin spécifiques dans le système éducatif formel	74 999	24 966	25 007	25 026
		2.1.2.2. Soutien à l'intégration scolaire en milieu ordinaire selon le degré du handicap	Non appropriation du manuel de l'UNESCO	1. S'approprier et adopter le manuel de l'UNESCO sur les besoins éducatifs spéciaux pour la formation des enseignants	12 000	12 000	0	0
				2. Evaluer le programme Intégration Scolaire des Enfants Handicapés (ISEH) en cours dans le Zou	25 000	25 000	0	0
				3. Généraliser l'expérience du programme d'intégration des enfants handicapés dans d'autres départements sur la base du rapport d'évaluation	300 000	0	150 000	150 000

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
		2.1.2.3. Création de structures d'accueil des enfants à handicap lourd	Non maîtrise du nombre des enfants à handicap lourd	1. Recenser les enfants à handicap lourd	12 000	12 000	0	0
				2. Former 50 enseignants spécialisés pour l'encadrement des enfants à handicap lourd	150 000	37 500	75 000	37 500
				3. Construire et équiper un Centre d'accueil	0	0	0	0
Sous-total					598 999	136 466	250 007	212 526
2.1.3. : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école								
		2.1.3.1. Développement des opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés ou déscolarisés		1. Mettre en œuvre la première phase du Plan Stratégique du Programme de Cours Accéléré (PSPCA)	200 000	66 577	66 686	66 737
				2. Evaluer les autres initiatives en cours relatives à la scolarisation des enfants non scolarisés et déscolarisés	10 000	10 000	0	0
				3. Appuyer les initiatives pertinentes	50 000	16 644	16 672	16 684
Sous-total					260 000	93 221	83 358	83 421
2.1.4. : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants								
		2.1.4.1. Renforcement des infrastructures et des équipements	Difficultés budgétaires et non respect des textes dans l'allocation des enseignants	1. Construire et équiper 3600 salles de classe, réhabiliter et équiper 2055 salles de classe sur la base d'une allocation équitable en fonction des besoins exprimés par les communes	38 439 640	12 267 970	12 953 405	13 218 265
		2.1.4.2 Renforcement du nombre d'enseignants qualifiés	Difficultés budgétaires et non respect des textes dans l'allocation des enseignants	2. Recruter sur poste 2469 enseignants qualifiés en favorisant les candidatures féminines	3 632	1 209	1 211	1 212
				3. Rémunération des enseignants en activité	176 660 730	58 348 179	58 943 389	59 369 162
Sous-total					215 104 002	70 617 358	71 898 005	72 588 639

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
2.1.5. : Renforcer le partenariat public/privé								
		2.1.5.1 Elaboration et mise en place d'un programme d'appui aux établissements privés	Difficultés budgétaires	1. Définir un cadre d'appui aux établissements privés et sa mise en œuvre	0	0	0	0
		2.1.5.2. Renforcement du suivi dans les établissements privés	Non respect des programmes d'enseignement	2. Améliorer l'inspection et la formation continue des enseignants du privé	100 000	33 289	33 343	33 368
Sous-total					100 000	33 289	33 343	33 368
Sous-objectif 2.2. AMELIORER LA RETENTION								
2.2.1. : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire								
	Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent le cycle primaire (Taux d'achèvement)	2.2.1.1. Consolidation et extension de la mise en œuvre de la politique du sous cycle	Les Directeurs résistent à l'application des textes	1. Elaborer et valider une politique et un plan d'action de sous cycles (avec un plan de communication) pour réduire le redoublement à 10% en 2015	113 800	113 800	0	0
				2. Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique et le plan d'action du sous cycle	250 000	83 221	83 358	83 421
				3. Concevoir et mettre en œuvre un dispositif pour l'encadrement des élèves en difficulté, notamment pendant les vacances scolaires	150 000	49 933	50 015	50 052
		2.2.1.2. Réduction du nombre d'écoles primaires à cycle incomplet	Les Directeurs résistent à l'application des textes	Instaurer un système de classes jumelées (par sous cycle) dans les écoles à discontinuité éducative et les écoles à faibles effectifs et accompagner le processus par la création de classes complémentaires de façon à réduire le %tage d'écoles à discontinuité à 3,3% en 2015	2 750	915	917	918
Sous-total					516 550	247 869	134 290	134 391

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
2.2.2 : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés								
		2.2.2.1. Amélioration de la gestion des cantines scolaires et assurance de leur extension dans les zones les plus défavorisées	Difficultés budgétaires	1. Réaliser une étude de faisabilité sur la généralisation des cantines communautaires	25 000	25 000	0	0
			Difficultés budgétaires	2. Renforcer le suivi-évaluation du fonctionnement des cantines communautaires	24 999	8 333	8 333	8 333
			Difficultés budgétaires	3. Maintenir les cantines scolaires existantes	4 500 000	1 497 984	1 500 445	1 501 571
			Difficultés budgétaires	4. Création de nouvelles cantines scolaires à raison de 50 par an dans les zones les plus défavorisées	937 500	312 500	312 500	312 500
Sous-total					5 487 499	1 843 817	1 821 278	1 822 404
Sous-objectif 2.3 : Renforcer la qualité de l'enseignement au primaire								
2.3.1 : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement								
		2.3.1.1. Renforcement du système de formation dans les ENI	Difficultés budgétaires	1. Achèver la construction, l'équipement et la viabilisation des 06 écoles normales d'instituteurs régionales	1 500 000	499 328	500 148	500 524
				2. Elaborer un cahier des charges pour fixer les normes réglementant l'ouverture et le fonctionnement des ENI privées	12 000	12 000	0	0
				3. Evaluer le fonctionnement pédagogique des ENI	30 000	30 000	0	0
				4. Renforcer l'encadrement pédagogique au cours des stages de professionnalisation	225 000	74 899	75 022	75 079
				5. Réviser le système de certification dans les ENI publiques	5 000	5 000	0	0
				6. Réviser le mode de recrutement et d'allocation des bourses des apprenants des ENI publiques	5 000	5 000	0	0
				7. Renforcer la qualification des formateurs des ENI	200 000	66 577	66 686	66 737

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
				8. Créer et assurer le fonctionnement d'une structure nationale de coordination et de suivi des ENI	25 000	25 000	0	0
		2.3.1.2. Mise en œuvre de la politique de formation initiale et continue des enseignants	Difficultés budgétaires	Assurer la formation initiale et continue de 4500 élèves-maîtres entre 2013 et 2015	3 716 598	1 164 788	1 262 550	1 289 260
		2.3.1.3. Renforcement en quantité et en qualité du personnel d'encadrement	Difficultés budgétaires	1.Assurer la formation initiale de 35 conseillers pédagogiques et de 50 inspecteurs au CFPEEN	150 000	150 000	0	0
				2. Organiser des formations en cours d'emploi axée sur l'APC pour le personnel d'encadrement	200 000	66 577	66 686	66 737
			Insuffisance de personnel ayant le profil d'accès	Réviser les critères d'accès au concours	0	0	0	0
		2.3.1.4. Amélioration de l'encadrement pédagogique des enseignants	Difficultés budgétaires	1. Renforcer les capacités des directeurs d'écoles sur les 25 communes défavorisées au respect du temps scolaire, à la réduction des redoublements, à l'appui aux enfants en difficultés...	643 500	214 500	214 500	214 500
				2. Evaluer le système actuel d'inspection et de visites de classe de façon à s'assurer que 60% des enseignants reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP et 75% au moins des écoles reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP	25 004	8 346	8 312	8 346
				3. Produire des rapports trimestriels des visites de classes et inspections par les CCS et les Directions départementales	14 999	4 993	5 001	5 005
				4. Mettre en œuvre des activités d'animation pédagogique et de formation au niveau national, départemental et local	324 000	107 855	108 032	108 113

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
				5. Poursuivre la construction et l'équipement de 40 centres de documentation pédagogique dans les circonscriptions scolaires	1 200 000	300 000	300 000	600 000
		2.3.1.5. Renforcement de l'administration déconcentrée	Difficultés budgétaires Passation des marchés	1. Doter les DDEMP et les circonscriptions scolaires en matériels et en équipements	1 800 001	599 194	600 178	600 629
				2. Assurer le fonctionnement des DDEMP	2 445 001	813 905	815 242	815 854
				3. Assurer le fonctionnement des CS	1 500 000	499 328	500 148	500 524
				4. Construire et réhabiliter les bâtiments des DDEMP et circonscriptions scolaires	1 500 000	499 328	500 148	500 524
Sous-total					15 521 103	5 146 618	5 022 653	5 351 832
2.3.2. : Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les Sous cycles								
		2.3.2.1. Actualisation et harmonisation des programmes et documents d'accompagnement pour les sous cycles 2 et 3	Difficultés budgétaires	1. Finaliser la rédaction des mesures correctives relatives aux 04 champs de formation (EA, ES EST et EPS)	150 000	150 000	0	0
				2. Réécrire les guides d'enseignement des quatre champs de formation (Education Artistique (EA), Education Sociale (ES), Education Physique et Sportive (EPS) Education Scientifique et Technologique (EST))	150 000	49 933	50 015	50 052
				3. Réécrire les manuels de français, de mathématique et les guides d'enseignement correspondants	150 000	49 933	50 015	50 052
				4. Produire les manuels d'élèves et les guides d'enseignement correspondants en EST et en ES du CI au CM2 par appel à concurrence	6 000 000	1 997 312	2 000 593	2 002 095
Sous-total					6 450 000	2 247 178	2 100 623	2 102 199

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
2.3.3 : Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques								
		2.3.3.1. Dotation à chaque rentrée scolaire et à temps, des écoles en matériels didactiques et en manuels scolaires	*Caducité du programme de dotation des écoles en matériels didactiques *Difficultés budgétaires *Passation des marchés	1. Actualiser le programme de dotation des écoles en matériels didactiques	25 000	25 000	0	0
			Faible utilisation de matériels pédagogiques dans les classes malgré une bonne disponibilité	2. Acquérir et distribuer des manuels scolaires en mathématiques et français, du matériel didactique ainsi que des kits scolaires	16 801 000	5 691 936	5 701 778	5 407 286
Sous-total					16 826 000	5 716 936	5 701 778	5 407 286
2.3.4. : Promouvoir le bien être en milieu scolaire								
		2.3.4.1. Amélioration de la santé en milieu scolaire	Difficultés budgétaires	1. Sensibiliser les acteurs de l'école sur les questions de santé en milieu scolaire	0	0	0	0
				Sensibiliser les acteurs de l'école sur les pratiques d'usage relatives aux questions de santé en milieu scolaire et les appliquer	0	0	0	0
				2. Organiser des visites médicales périodiques au profit des enseignants	291 187	96 932	97 091	97 164
				3. Former les enseignants sur les pratiques préventives contre les maladies récurrentes et développer des modules de formation pour les élèves	45 000	14 980	15 004	15 016
				4. Construire 987 blocs de latrines dans les écoles	1 407 000	468 370	469 139	469 491
				5. Implanter 100 points d'eau dans les écoles	1 125 000	375 000	375 000	375 000
				6. Sensibiliser les élèves sur les pratiques préventives contre les maladies récurrentes, les grandes pandémies (VIH SIDA, etc.) et l'hygiène	225 000	74 899	75 022	75 079

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
		2.3.4.2. Promotion du bien être des élèves par les activités sportives, culturelles et artistiques	*Absence d'infrastructures et d'équipements *Difficultés budgétaires	1. Mettre en place des infrastructures et équipements sportifs, culturels et artistiques au niveau des écoles	1 120 000	280 000	280 000	560 000
				2. Appuyer les initiatives visant à développer des activités sportives, culturelles et artistiques au niveau des écoles	200 000	66 577	66 686	66 737
Sous-total					4 413 187	1 376 758	1 377 942	1 658 487
2.3.5 Expérimenter les langues nationales à l'école primaire								
		2.3.5.1 Conception et mise en œuvre du mode opératoire	Inexistence de textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales	1. Elaborer les textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales en milieu scolaire	9 000	9 000	0	0
				2. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'expérimentation des langues nationales dans 75 écoles primaires	600 000	200 000	200 000	200 000
		2.3.5.2 Renforcement des capacités des membres du corps de contrôle et des enseignants	Inexistence de personnel d'encadrement à l'enseignement des langues nationales	1. Former le personnel du corps de contrôle (CP & Inspecteurs) à l'enseignement des langues nationales	100 000	0	100 000	0
				2. Former les enseignants des écoles pilotes	200 000	0	200 000	0
Sous-total					909 000	209 000	500 000	200 000
2.3.6. Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement								
		2.3.6.1. Connaissance des problèmes spécifiques en lecture et en calcul	Faible utilisation du matériel pédagogique dans les classes malgré une bonne disponibilité	1. Réaliser une étude diagnostic sur la maîtrise des compétences fondamentales en lecture et en calcul	60 385	60 385	0	0
		2.3.6.2. Remédiation aux problèmes observés en lecture et calcul		1. Réviser les méthodes d'enseignement au regard des conclusions de l'étude (instructions officielles)	30 000	30 000	0	0
				2. Mettre en place un dispositif d'évaluation des acquis et mettre en œuvre deux études (une nationale et une internationale)	147 000	0	49 000	98 000
Sous-total					237 385	90 385	49 000	98 000

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
2.3.7. Organiser les examens de fin de cycle								
		2.3.7.1. Organisation des examens de fin de cycle		1. Organiser les examens de fin de cycle	1 350 000	450 000	450 000	450 000
Sous-total					1 350 000	450 000	450 000	450 000
2.4. SOUS OBJECTIF : AMELIORER LA GESTION ET LE PILOTAGE								
2.4.1 Améliorer la gestion pédagogique								
		2.4.1.1. Renforcement du système d'évaluation des acquis des apprenants	Inadaptation des documents portant profil d'entrée et de sortie des apprenants	1. Elaborer/actualiser le document portant profil d'entrée et de sortie des apprenants	5 000	5 000	0	0
				2. Elaborer/actualiser et mettre en place le cadre réglementaire du système d'évaluation des acquis des apprenants	5 000	5 000	0	0
					3. Réaliser des enquêtes : i) sur le temps scolaire ; ii) sur le suivi des acquis scolaire sur échantillon	375 000	75 000	100 000
		2.4.1.2. Assurance du respect des programmes d'enseignement	Le dispositif de pilotage des inspections est inadapté	1. Restructurer les organes d'inspection et de contrôle sur la base d'un audit et des recommandations du symposium des inspecteurs pédagogiques	20 000	6 667	6 667	6 666
				2. Elaborer la politique du manuel scolaire	5 000	1 667	1 667	1 666
			Inexistence d'une politique de manuel		3. Elaborer un plan de développement du réseau documentaire pédagogique	10 000	3 333	3 333
				2.4.1.3. Amélioration du contrôle pédagogique	Renforcer les visites de classe et les inspections	1 200 000	400 000	400 000
Sous-total					1 620 000	496 667	511 667	611 666
2.4.2 Améliorer la gestion financière								
		2.4.2.1. Développement d'une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres		Développer une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres	50 001	16 667	16 667	16 667
Sous-total					50 001	16 667	16 667	16 667

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
2.4.3. Améliorer la gestion des ressources humaines								
		2.4.3.1. Dotation des structures centrales et déconcentrées d'un personnel compétent	*Insuffisance de personnels techniques et administratifs qualifiés *Mauvaise allocation du personnel existant	1. Elaborer un cadre organique de gestion des ressources humaines et suivi de sa mise en œuvre	20 001	6 667	6 667	6 667
				2. Elaborer un plan de recrutement et suivi de sa mise en œuvre	10 000	3 333	3 333	3 334
				3. Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi permanent et d'évaluation des agents	10 000	3 333	3 333	3 334
		2.4.3.2. Dotation des établissements d'un personnel compétent	Insuffisance de personnels enseignants qualifiés	1. Elaborer un plan et mettre en œuvre la politique de formation initiale et continue des enseignants et suivre sa mise en œuvre	10 000	3 333	3 333	3 334
				2. Elaborer la politique de recrutement des enseignants et suivre sa mise en œuvre	10 000	3 333	3 333	3 334
		2.4.3.3. Assurance de l'allocation rationnelle et du maintien du personnel enseignant	Politisation de la gestion des ressources humaines	1. Définir des critères de postes vacants et d'affectation des enseignants par région, commune et école	10 000	3 333	3 333	3 334
				2. Développer un progiciel pour les mutations et les affectations du personnel	50 000	16 667	16 667	16 666
				3. Prendre en compte la disponibilité réelle en enseignants dans le processus de création et d'extension des établissements	10 000	3 333	3 333	3 334
		2.4.3.4. Amélioration du suivi de la carrière du personnel de l'éducation		1. Analyser les modes de recrutement selon les principes de la décentralisation	60 000	60 000	0	0
				2. Informatiser la gestion du personnel	50 000	25 000	25 000	0
Sous-total					240 001	128 332	68 332	43 337

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)				
					2013-2015	2013	2014	2015	
2.5.1 Sous objectif : Renforcer le pilotage du système									
		2.5.1.1. Actualisation et application des textes réglementaires sur la décentralisation dans l'éducation	Non prise en compte des principes de la GAR dans les régissant la décentralisation	Renforcer la mise en place de la déconcentration/ décentralisation et de l'implication des communautés	0	0	0	0	
		2.5.5.2. Amélioration de la capacité de gestion des structures centrales et déconcentrées	Inadéquation du profil poste emploi	1. Renforcer les capacités du personnel de l'administration centrale et déconcentrée	100 000	33 333	33 333	33 334	
				2. Elaborer un plan de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures administratives centrales et déconcentrées	20 000	6 667	6 667	6 666	
				3. Expérimenter les contrats d'objectifs pour les écoles	10 000	0	10 000	0	
				4. Mise en œuvre du SIGE	1 500 000	500 000	500 000	500 000	
Sous-total					1 630 000	540 000	550 000	540 000	
OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes									
2.1.2. : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire									
	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	2.1.2.1. Mise en œuvre des actions pour la scolarisation des filles	Influence des pesanteurs socioculturelles et économiques	1. Poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles	1 500 000	499 328	500 148	500 524	
					2. Evaluer la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles	25 000	25 000	0	0
					3. Développer des modules Equité/Genre pour une sensibilisation communautaire	30 000	9 987	10 003	10 010
			Influence des pesanteurs socioculturelles et économiques	4. Former le personnel enseignant, les APE, les ONG et les élus locaux sur l'Equité/Genre dans l'éducation des enfants	120 000	39 946	40 012	40 042	
			Influence des pesanteurs socioculturelles et économiques	5. Sensibiliser les parents pour une meilleure répartition des tâches domestiques	30 000	9 987	10 003	10 010	

OMD prioritaires/cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglement prioritaires	Solutions accélératrices	COÛTS (en milliers de FCFA)			
					2013-2015	2013	2014	2015
				6. Réaliser une étude sur l'impact du confiage des enfants sur la scolarisation	15 000	15 000	0	0
Sous-total					1 720 000	599 248	560 166	560 586
			TOTAL		294 289 230	97 013 882	98 319 535	98 955 813

ANNEXE 3 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION SECONDAIRE, TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étran- gements priorisé	Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement ac- quis (en millions de FCFA)	Source de finan- cement	Gap de finance- ment (en millions de FCFA)	
					2014-2015	2014	2015				
OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous											
Cible 2.A. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Taux net de scolarisation dans le primaire (Taux net de scolarisation dans le premier cycle du secondaire)	Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	Difficultés d'ordre stratégique : Absence de carte scolaire	Elaborer la carte scolaire	30,000	30,000		0,000		30,000	
			Insuffisance de ressources financières et faible diligence dans le traitement des dossiers de construction et de réhabilitation d'infrastructures	Construire et équiper 474 salles de classe. Réhabiliter 297 salles de classe	4 998,066	2 499,033	2 499,033	1 655,000	BN	3 343,066	
		Sous-total 1				5 028,066	2 529,033	2 499,033	1 655,000		3 373,066
		Allocation équitable du personnel enseignant	Manque d'enseignants dans les disciplines scientifiques	Mettre en œuvre le plan de recrutement de nouveaux enseignants avec le détail par discipline (accent sur les disciplines scientifiques)	60,000	30,000	30,000	0,000		60,000	
		Sous-total 2				60,000	30,000	30,000	0,000		60,000
		Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources financières	Mobiliser à temps les ressources financières et mettre en œuvre des mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire	35,000	15,000	20,000	0,000		35,000	
		Sous-total 3				35,000	15,000	20,000	0,000		35,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étran- gements priorisé	Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement ac- quis (en millions de FCFA)	Source de finan- cement	Gap de finance- ment (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
		Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	Difficultés de mobilisation et insuffisance des ressources	Mobiliser à temps les ressources financières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale) dans les délais impartis	5 582,400	2 636,400	2 946,000	1 097,517	BN	4 484,883
			Sous-total 4		5 582,400	2 636,400	2 946,000	1 097,517		4 484,883
		Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	Obsolescence des programmes d'études et guides pédagogiques disponibles	Réviser les programmes et guides selon l'APC au premier cycle	13,000	7,000	6,000	0,000		13,000
			Insuffisance de ressources financières	Mobiliser à temps les ressources financières, produire et mettre à la disposition des établissements les programmes, guides et documents d'accompagnement révisés	200,000	100,000	100,000	177,630	BN	22,370
			Sous-total 5		213,000	107,000	106,000	177,630		35,370
		Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources financières	Mobiliser à temps les ressources financières, former les nouveaux professeurs et recycler les anciens à l'utilisation des programmes et guides	1 109,805	439,875	669,930	1 109,805	BN	0,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étran- gements priorisé	Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement ac- quis (en millions de FCFA)	Source de finan- cement	Gap de finance- ment (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
				Mobiliser à temps les ressources financières et révi- ser les dispositifs d'évaluation des apprentissages	20,000	10,000	10,000	0,000		20,000
				Sous-total 6	1 129,805	449,875	679,930	1 109,805		20,000
		Accroissement de l'accès à l'ETFP	Difficultés d'ordre stratégique : Absence de carte scolaire	Elaborer la carte de l'ETFP	20,000	20,000		0,000		20,000
				Mettre en œuvre le document-cadre de partenariat avec les Com- munes	35,022	15,840	19,182	35,022	BN	0,000
			Retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières et ré- novier 4 établisse- ments existants	1 037,116	518,558	518,558	0,000		1 037,116
			Sous-total 7		1 092,138	554,398	537,740	35,022		1 057,116
		Recrutement et formation des enseignants et formateurs	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale)	1 800,000	800,000	1 000,000	0,000		1 800,000
				Mobiliser à temps les ressources financières et recruter de nou- veaux enseignants et formateurs qualifiés	80,000	30,000	50,000			80,000
			Sous-total 8		1 880,000	830,000	1 050,000	0,000		1 880,000

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étran- gements priorisé	Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement ac- quis (en millions de FCFA)	Source de finan- cement	Gap de finance- ment (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
		Développement des offres de formation profes- sionnelle	Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières et organiser les formations profes- sionnelles de courte durée dans les établissements de l'ETFP	500,000	200,000	300,000	0,000		500,000
				Mobiliser à temps les ressources financières et étendre les forma- tions à l'AQP, au CQP et au CQM	900,000	400,000	500,000	5,000	BN	895,000
				Mobiliser à temps les ressources financières et renforcer l'équipement pédagogique et didactique des établissements existants	325,000	150,000	175,000	127,258	BN	197,742
			Sous-total 9		1 725,000	750,000	975,000	132,258		1 592,742
		Renforcement de l'inspection péda- gogique dans les établissements	Retard dans la mobilisation de ressources finan- cières	Mobiliser à temps les ressources financières et for- mer les conseillers pédagogiques nommés dans l'ETFP	30,000	14,000	16,000	29,395	BN	0,605
			Sous-total 10		30,000	14,000	16,000	29,395		0,605

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étran- gements priorisé	Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)			Financement ac- quis (en millions de FCFA)	Source de finan- cement	Gap de finance- ment (en millions de FCFA)
					2014-2015	2014	2015			
OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes										
Cible 3.A. Élimi- ner, si possible, les disparités entre les sexes dans l'ensei- gnement primaire et secondaire d'ici 2015 et à tous les niveaux de l'en- seignement pour 2015 au plus tard	Rapport filles/ garçons dans l'enseignement secondaire	Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	Insuffisance de femmes ensei- gnantes dans le zones rurales	Mettre en place des mesures favorisant le recrutement et le maintien d'ensei- gnantes dans les zones rurales	5,000	5,000		0,000		5,000
			Manque de dispo- sitions pour lutter contre les pesan- teurs socio-éco- nomiques et culturelles ("la fille n'est pas faite pour aller à l'école", ...)	Réaliser l'évalua- tion de la mesure d'exonération des frais d'inscription des filles au 1er cy- cle des établisse- ments secondaires	7,000		7,000	0,000	BN	7,000
				Poursuivre la mise en œuvre de l'exo- nération des frais d'inscription des filles au 1er cycle des établissements secondaires	2 550,000	1 250,000	1 300,000	1 489,825	BN	1 060,175
			Mise à disposi- tion tardive des subventions aux lycées de jeunes filles	Octroyer à bonne date aux lycées de jeunes filles les subventions d'ap- pui au fonctionne- ment	602,072	233,000	369,072	602,072	BN	0,000
			Sous-total 11				3 164,072	1 488,000	1 676,072	2 091,897
TOTAL				19 939,481	9 403,706	10 535,775	6 328,524	BN	13 610,957	

ANNEXE 4 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE INFANTILE PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						2014-2015	2014	2015			
OMD 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile											
Cible 4.A. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Prévention des pathologies des Nouveau-nés: (Prévention de la prématurité, surveillance du travail de l'accouchement avec le partogramme et la prévention des infections);	a.1 Faible intégration et continuité des soins	a.1.1 Renforcement du plateau technique dans les Formations Sanitaire	630	315	315	210	420	UNICEF USAID	
	4.2 Taux de mortalité infantile			a.1.2 Renforcement des capacités des agents	72	36	36	12	60	UNICEF USAID	
	4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole	Réduction de la mortalité infanto juvénile de 10% entre 2012 et 2015 soit de 70% en 2012 à 60 % en 2015	a.2 Insuffisance de motivation axée sur les résultats: sanction positive et négative	a.2.1 Poursuivre l'extension du FBR	0	0	0	0	0	PRPSS ; BM	
	Sous total		702	351	351	222	480				
		Amélioration du mécanisme de référence des Nouveau-Nés	b.1 Mauvais état des routes et pistes	Plaider pour l'aménagement des routes/pistes	0			0	0	Ministère des TP	
		Sous total		0	0	0	0	0	0		
		Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	Faible administration des soins essentiels aux nouveau-nés	Renforcer les capacités des prestataires sur les soins aux nouveau-nés	75	25	50	15	60	UNICEF, USAID , OMS	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						2014-2015	2014	2015			
			b.2 Non disponibilité ou panne des ambulances	Renforcer la dotation des hôpitaux en ambulance	300	200	100	0	300	UNICEF, USAID, OMS, PARDZ	
				Mettre en place et rendre fonctionnel un système de maintenance des ambulances							
			b.3 Faibles pouvoirs d'achat des populations	Améliorer le niveau de vie des populations	0	0	0	0	0		
			Faible respect des directives pour la référence	Poursuivre l'extension du TETU dans les formations sanitaires	0	0	0	0	0	ARM3 ; BN	
				Renforcer l'application de la PCIME							
			Sous total		375	225	150	15	360		
		Renforcement de la disponibilité des intrants (masque, ambu, sondes d'aspiration, aspirateur à pied, table chauffante, médicaments d'urgence);	C.1 Insuffisance de matériels médico-techniques	b.1.2 Acquisition et mise à disposition des équipements et matériels de réanimation sur une base factuelle	0	0	0	0	0	UNFPA ; OMS ; USAID ; PARDZ ; BN	
			Sous total		0	0	0	0	0		
		Renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition des pédiatres et / ou délégation de tâches	C.2 Insuffisance de ressources humaines	b.1.3 Recrutement de 20 personnels qualifiés complémentaire au profit des services pédiatriques de référence	120	60	60	47	73	BN	
			Sous total		120	60	60	47	73		

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels		
					2014-2015	Coût				Montant mobilisé	Gap
						2014-2015	2014	2015			
		Introduction des méthodes injectables de contraception en milieu communautaire	C.1 cadre institutionnel et légal pour introduire les injectables au niveau communautaire	a. Mettre en place le cadre institutionnel et légal pour introduire les injectables au niveau communautaire	0						
		Sous total			0	0	0	0	0		
		Renforcement de la disponibilité des intrants (produits contraceptifs, consommables et fongicides ; kit de PEC du RC)	Difficulté dans la mobilisation des ressources	a.1.3 Acquérir des produits contraceptifs, antipaludiques, antibiotique, orasel zinc,.....	250	125	125	12	238	UNFPA, USAID , BN	
		Sous total			250	125	125	12	238		
		Renforcement de la prise en charge du paludisme ; de la pneumonie, de la diarrhée et de la PF au niveau des formations sanitaires et de la communauté	Faible application de la PCIME	Renforcer les capacités des nouveaux agents sur la PCIME	150	75	75	0	150	BN, USAID, UNFPA	
				Poursuivre le renforcement des capacités des prestataires sur la PF en milieu communautaire							
			Insuffisance des Relais Communautaires (RC)	Améliorer la couverture des villages en RC	180	90	90	0	180	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies	
			Insuffisance de supervision des RC	Renforcer la supervision des RC par les chefs postes	15	8	8	6	2	UNICEF, USAID, CARE, URC-HCH, BN, Mairies	
		Sous total			345	173	173	6	332		

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels		
					2014-2015	Coût				Montant mobilisé	Gap
						2014-2015	2014	2015			
		Renforcement de la disponibilité des intrants (équipements et médicaments);	Difficulté dans la mobilisation des ressources	b.1.1 Acquérir des équipements pour les relais communautaires b.1.2 Acquérir des médicaments et kit de prise en charge RC contraceptifs	90	45	45	0	90	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies	
Sous total					90	45	45	0	90		
		Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé;	Non prise en compte des données du niveau communautaire par le SNIGS	Intégrer les données du niveau communautaire et du secteur privé dans les SNIGS	10	10	0	10	0	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies	
Sous total					10	10	0	10	0		
		Développement de partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions	Faible implication des mairies dans les problèmes de santé des populations	b.1.3 Prendre en charge des RC dans l'approche de financement bas » sur la performance	300	150	150	30	120	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies	
Sous total					300	150	150	30	120		
		Renforcement de compétence des RC	Insuffisance de couverture des localités en RC formés	b.2.2 Former les RC sur paquet complet d'activités	36	18	18	6	30	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies, UNFPA, Coopération suisse	
				b.3.2 Superviser les RC par les chefs poste;	24	12	12	10	12	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies, UNFPA, Coopération suisse	
Sous total					60	30	30	16	42		

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélérati- ves indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels		
					2014-2015	Coût				Montant mobilisé	Gap
						2014-2015	2014	2015			
		Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	Faible couverture des consultations d'enfants sains	Surveillance de l'état nutritionnel	60	30	30	10	50	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies	
				Prise en charge de la malnutrition aiguë.	120	60	60	25	95	UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies	
				Prise en charge gratuite de la cesarienne	7 000	3 500	3 500	6 400	600		
		Sous total			7 180	3 590	3 590	6 435	745		
TOTAL					9 432	4 759	4 674	6 793	2 480		

ANNEXE 5 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE MATERNELLE PLAN D'ACTION 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels		
					2014-2015	Coût				Montant mobilisé	Gap
						Total	2014	2015			
OMD 5 : Améliorer la santé maternelle											
Cible 5A : réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité	5.1 Taux de mortalité maternelle	Intervention A : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux	a.1 Absence d'alignement des donateurs sur les besoins du pays	a.1.1 Renforcer l'alignement des donateurs sur les besoins et priorités du pays	0	0	0		UNFPA, UNICEF, BN		
	Réduction de la mortalité maternelle de 50 points entre 2012 et 2015 soit de 397 p 100 000 NV en 2012 à 347 p 100 000 NV en 2015		a.2 Financement insuffisant pour l'acquisition des équipements des SONU	a.2.1 Plaidoyer pour l'accroissement des ressources en faveur des équipements SONU vers les PTF et le budget national	500	90	0		180	UNFPA, UNICEF, BN	
			a.3 Les audits des décès maternels sont irréguliers voire inexistant dans les formations sanitaires	a.3.1 Institutionnalisation et systématisation des comités et séances d'audits des décès maternels dans toutes les formations sanitaires du Bénin	120	36			84	UNFPA, UNICEF, BN	
				a.3.2 Extension des formations sur les audits à tous les prestataires des formations sanitaires	246	16			230	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG	
				a.3.4 Organiser des comités et séances d'audits des décès maternels dans les communautés	20	5			15	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG	
	Le système de référence et de contre référence est inopérant (Etat défectueux des routes, faiblesse du système d'orientation des patients, Insuffisance en ambulance)	Renforcer la coopération inter-secteur pour la prise en charge des urgences obstétricales (ministère des TP et autres)	0	0	0		0	0	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG		

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels		
					2014-2015	Coût				Montant mobilisé	Gap
						Total	2014	2015			
				Renforcer le système d'orientation des patients dans les formations sanitaires	15	7		8	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG		
				Améliorer la couverture et la fonctionnalité en ambulance	300	0		300	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG		
Sous total					1 201	154	0	0	817		
	5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié.	Intervention B : Améliorer la couverture en accouchements assistés	a.1 Faible utilisation du partogramme pour la prise de décision en salle d'accouchement	a.1.1 Renforcement de la supervision formative auprès des prestataires des maternités	100	40		60	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG		
a.1.2 Améliorer la disponibilité des visuels dans les salles d'accouchements				100	48		52	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG			
a.1.3 Mettre en place des centres de référence dans chaque département pour la mise à jour des prestataires				0	0	0	0	0	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG		
a.2 Nombre insuffisant de personnel qualifié (sage-femme et gynécologues) dans les maternités			a.2.1 Recruter du personnel complémentaire (sage-femme, médecins et gynécologues)	210	210		0	BN			
			a.2.2 Renforcement de compétence des prestataires en place dans les centres de références régionaux	60	0		60	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG			
Sous total					470	298	0	0	172		
	5.3 Taux de contraception	Intervention C : Améliorer le taux de couverture en planification familiale	a.1 Difficultés de gestion de stocks des produits contraceptifs (rapport incomplets, retard dans le rendu des rapports, multitude de logiciels de gestion, etc.)	a.1.1 Retenir un seul logiciel de gestion des stocks, et l'actualiser de manière consensuelle avec toutes les parties prenantes	0	0	0	0	0	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels	
				2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
					Total	2014	2015			
				Améliorer la disponibilité des données de consommation à bonne date des produits contraceptifs	45	0			45	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG
			Non fonctionnalité du comité de sécurisation	a.1.2 Rendre fonctionnel le comité de sécurisation et assurer la régularité de la tenue de ses sessions	60	12			48	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG, OSC
			a.2 Financement insuffisant du pays au profit de l'achat des contraceptifs	a.2.1 Augmenter la part du budget national consacré à l'achat des contraceptifs	150	12			138	BN
			a.1 Faible capacité des prestataires pour l'offre des méthodes de longue durée (DIU et implants)	a.1.1 Renforcer les compétences des prestataires en logistique contraceptive et en sécurisation des produits contraceptifs	198	27			171	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG
				a.1.2 Améliorer les capacités par les supervisions intégrées et formatives en logistique contraceptive et en sécurisation des produits contraceptifs	60	12			48	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG, OSC
				a.2.2 Acquérir les matériels et équipements pour l'offre des méthodes de longue durée	0					USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG
			a.1 Obstacles à l'accès aux services de planification familiale (faible implication des hommes, perceptions non favorables à la PF, conception pro nataliste des populations, mauvaise gestion des effets indésirables)	a.1.1 Intensification des activités de plaidoyer relatif aux facteurs culturels, en direction des hommes, des leaders traditionnels et religieux	92	18			74	ABMS, Pays Bas USAID, UNFPA, ABPF, BN, ONG

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût		Montant mobilisé		Gap
						Total	2014			
				a.1.2 Amélioration de l'offre spécifique à l'endroit des adolescents et jeunes y compris la lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, etc.	150	150		0	ABMS, Pays Bas	
				a.1.3 Améliorer le mécanisme de gestion des effets indésirables dus à la PF	15	5		10	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG	
				Organisation des activités de mobilisation sociale couplée à l'offre gratuite de méthodes contraceptives (participation à la quinzaine de la CARMMA, etc)	450	65		385	USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS	
			a.2 Insuffisance des points d'offre complète des services de PF	a.2.1 Augmentation du nombre de points de services complets en PF	120	0		120	USAID, UNFPA, ABPF, BN,	
				a.2.2 Augmentation du nombre de points de services complets en PF spécifiques en SRAJ	450	450		0	ABMS, Pays Bas	
Sous total					1 790	751	0	0	1 039	
TOTAL					3 461	1 203	0	0	2 028	

ANNEXE 6 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : VIH/SIDA, TUBERCULOSE ET PALUDISME PLAN D' ACTIONS 2014-2015

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels
				2014-2015	Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
OMD 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies										
Entrayer la propagation du VIH / Sida										
Cible 6.A. D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle	6.1 En 2015, la prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans est égale à 0,35%	Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Difficultés à mobiliser les ressources pour organiser des campagnes de dépistage du VIH en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Rendre disponible les ressources nécessaires pour l'organisation de campagnes de dépistages en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	240	120	120	0	240	BN : 240 2014 : 120 2015 : 120
			Ruptures fréquentes de réactifs de dépistage	Plaidoyer au près du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS	0	0	0	0	0	-
				Faire passer une communication en conseil des Ministre pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des réactifs	0	0	0	0	0	-
			Sous total			240	120	120	0	240
		Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Difficultés à mobiliser les ressources pour sensibiliser les jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Rendre disponible les ressources nécessaires pour l'organisation de journées mondiales de lutte contre le Sida dans chaque département et au niveau national	50	25	25	0	50	BN : 50 2014 : 25 2015 : 25
		Sous total			50	25	25	0	50	
		Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG)	Rendre disponible (en complément des 96 618 420 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG)	149	0	149	97	53	FM : 96,6 BN : 52,6 2014 : 0 2015 : 52,6
		Sous total			149	0	149	97	53	

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						Total	2014	2015			
		Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's (Travailleuses de sexe, Homme ayant des rapports sexuels avec des hommes, Utilisateurs de drogues par voie intraveineuse...) en contractant avec des ONG	-	-	172	86	86	172	0	FM : 171,7	
Sous total					172	86	86	172	0		
Cible 6.A. D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle	6.2 En 2015, 50% au moins de la population déclare avoir utilisé le préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque	Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Idem aux goulots de l'OMD 6.1	Idem aux solutions de l'OMD 6.1	0	0	0	0	0	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1	
		Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Idem aux goulots de l'OMD 6.1	Idem aux solutions de l'OMD 6.1	0	0	0	0	0	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1	
	6.3 En 2015, 20% de la population âgée de 15 à 24 ans a des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/Sida (enquête de 2011-2012 a révélé que 4,6% seulement des jeunes avaient une connaissance complète)	Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	Idem aux goulots de l'OMD 6.1	Idem aux solutions de l'OMD 6.1	0	0	0	0	0	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1	
		Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA	Idem aux goulots de l'OMD 6.1	Idem aux solutions de l'OMD 6.1	0	0	0	0	0	Coût pris en compte dans l'OMD 6.1	

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels
				2014-2015	Coût			Montant mobilisé	Gap	
					Total	2014	2015			
Assurer l'accès au traitement contre le VIH / Sida										
Cible 6.B: D'ici à 2015, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida	D'ici 2015, 97% des adultes et 90% des enfants au stade avancé de l'infection par le VIH ont accès à des médicaments antiviraux	Int A : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH (64% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM))	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 36% d'ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	Rendre disponible (en complément des 8 747 507 620 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition d'ARV et médicaments pour OI	13 649	11 166	2 483	8 748	4 901	FM : 8 747,5 BN : 4 901,2 2014 : 3 908,1 2015 : 993,1
			Lourdeur dans les procédures de passation de marchés	Faire passer une communication en conseil des Ministre pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des ARV	0	0	0	0	0	-
				Plaidoyer au près du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS	0	0	0	0	0	-
			Difficulté d'approvisionnement des sites de prise en charge (mise en place des médicaments), et de suivi de des activités connexes pour une utilisation efficiente de ces médicaments (supervision des agents chargés de la gestion, des agents qui prescrivent ces médicaments...)	Rendre disponible les ressources pour réaliser les activités connexes à l'acquisition des ARV (approvisionnement des sites, suivi de la gestion des ARV, supervision des agents qui prescrivent ces ARV...)	40	20	20	0	40	BN : 40 2014 : 20 2015 : 20
			Total Intervention A					13 689	11 186	2 503
		Int B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH (62% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM)	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 38% des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH	Rendre disponible (en complément des 4 359 405 584 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition de 38% des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH	6 977	3 461	3 516	4 359	2 618	FM : 4 359,4 BN : 2 617,9 2014 : 1 211,4 2015 : 1406,5

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						Total	2014	2015			
			Lourdeur dans les procédures de passation de marchés	Faire passer une communication en conseil des Ministre pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des réactifs pour les PVVIH	0	0	0	0	0	-	
				Plaidoyer au près du Fonds Mondial pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS	0	0	0	0	0	-	
Total Intervention B					6 977	3 461	3 516	4 359	2 618		
		Int C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des	Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 38% des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	Prévision de ligne budgétaire sur PIP pour combler le gap pour l'acquisition des consommables	508	256	252	317	190	FM : 317,3	
		PVVIH (62% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM)		Rendre disponible (en complément des 317 330 448 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition de 38% des consommables pour le suivi biologique des PVVIH							BN : 190,3 2014 : 89,6 2015 : 100,7
Total intervention C					508	256	252	317	190		
		Int D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge par des PVVIH	-	-	242	121	121	242	0	FM : 242,2	
Total intervention D					242	121	121	242	0		
Maitriser le paludisme et d'autres grandes maladies											
Cible 6.C. D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencer à inverser la tendance	6.7. Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous moustiquaires imprégnées d'insecticide	Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014 (accès universel)	a.1 : Retard dans le processus d'acquisition des MIILD sur financement Fonds Mondial	a.1.1 Demander au Fonds Mondial d'utiliser le mécanisme d'acquisition d'intrants groupée en faveur de plusieurs pays ou institutions (VPP) pour acquérir les MIILD de la campagne	0			0	0	MS CNC Principal Récipiendaire FMM	

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						Total	2014	2015			
				a.1.2 acquérir des MIILD	14 451	14 451	0	14 451	0	PMI	
				a.1.3 Distribuer des MIILD	1 211	1 211		1 211	0	PMI	
				a.2.1 Plaidoyer auprès de l'PMI/USAID pour le financement des activités de mobilisation communautaire	95	95		0	95	BN : 20	
				Sous total	15 757	15 757	0	15 662	95		
			Ras	Ras	0			0	0		
				Sous total	0	0	0	0	0		
	6.8. Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés.	Intervention A : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	b.1 Faiblesse du système d'information et de gestion logistique (SIGL) en faveur des intrants de lutte contre le paludisme (TDR, MIILD, CTA, etc) qui s'exprime par la non remontée systématique des données au niveau national	b.1.1 Accélérer le processus d'amélioration de la fonctionnalité du Système d'Information et de Gestion Logistique (SIGL)	509	250	240	490	19	BN : 19 (Ministère des finances) PMI/USAID	
				b.1.2 Appuyer sous l'égide de la DPMED, la mise en œuvre de réformes visant une gestion plus efficace des intrants de lutte contre les maladies prioritaires	75	35	40	0	75	BN : 15 (Ministère des finances) PMI/USAID	
			b.2 Faible taux de diagnostic biologique des présomptions cliniques	b.2.1 Acquérir les quantités requises de tests de diagnostic (TDR) pour la confirmation des cas suspects de paludisme	778	18	760	0	778	BN : 50 Ministère des finances BM FM Unicef	

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						Total	2014	2015			
				b.2.2 Sensibiliser davantage les populations sur l'initiative présidentielle de prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes dans les formations sanitaires publiques afin de réduire au maximum le retard aux soins.	0	0	0	0	0	PNLP Partenaires PNL Autres acteurs	
				b.2.3 Renforcer le financement de l'initiative présidentielle de prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes	35 000	1 500	2 000	2 000	1 500		
				b.2.3 Accélérer la formation de tous les relais communautaires sur le diagnostic biologique du paludisme	138			138	0	BN : 10 PMI	
			b.3 Insuffisance des ressources pour acquérir les CTA	b.2.4 Renforcer la supervision sur le diagnostic biologique du paludisme au niveau des secteurs public et privé	500	240	230	470	30	BN : 50 PMI/USAID BM FM Unicef	
			b.4 Insuffisance des ressources humaines en santé qualifiée	b.3.1 Plaidoyer auprès de la BM et l'USAID/PMI pour acquérir les CTA pour le traitement des cas de paludisme à tous les niveaux		316		316	0	Ministère de la Fonction Publique Ministère de la santé	
			Sous total		37 000	2 359	3 270	3 414	2 402		
	6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie	Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	Absence de moyen logistique pour la réalisation cette enquête d'envergure nationale	b.3.1 Accélérer les réformes engagées dans le domaine de la gestion des RH en santé	0				0	OMS Fonds Mondial Union Ministère de la Santé PNT	
			Sous total		0	0	0	0	0		

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels		
					2014-2015	Coût				Montant mobilisé	Gap
						Total	2014	2015			
		Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au de la population	Faiblesse du dispositif de déclaration des décès surtout ceux liés à la tuberculose	Sensibiliser les populations sur la nécessité de déclarer tous les cas de décès dus à la tuberculose	10				10	INSAE CEFOP DPP/MS PNT Fonds Mondial	
			Manque de conscience professionnelle de certains officiers de l'état civil qui n'enregistrent pas systématiquement les décès déclarés	Mettre en place un cadre fonctionnel de collaboration entre les ministères concernés (Plan, Santé, Intérieur, Justice, Affaires étrangères) pour rendre fonctionnel l'état civil afin de disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	5				5	INSAE Ministère de la Santé Ministère du Plan Ministère de la Justice Ministère de l'intérieur Ministère des Affaires étrangères PNT Fonds Mondial	
		Sous total			15	0	0	0	15		
		Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	Insuffisance dans la décentralisation du diagnostic microscopique de la tuberculose	Créer des centres de diagnostic microscopique dans les 10 communes non encore couvertes	2				2	Fonds Mondial Union PNT MS	
			Faible implication des prestataires surtout du secteur privé dans la lutte contre la tuberculose	Poursuivre l'extension du partenariat public privé mixte (PPM-DOTS) vers les prestataires du secteur privé	52				52	Fonds Mondial Union PNT MS	
			Faible implication des partenaires communautaires en l'occurrence des relais communautaires dans l'identification et la référence des suspects de tuberculose vers les centres de diagnostic	Réorganiser la collaboration avec les relais communautaires en s'inspirant des « expériences réussies » des autres projets et programmes de santé tels qu'AFRICARE, CRS, etc.	88				88	Fonds Mondial Union PNT AFRICARE CRS DNSP	

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)					Partenaires potentiels	
					2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
						Total	2014	2015			
			Insuffisance de ressources financières pour développer des stratégies de dépistage actif des cas de tuberculose jusque dans leurs milieux de vie	Faire des plaidoyers pour la mobilisation des ressources nécessaires pour développer des stratégies novatrices de dépistage actif de la tuberculose à l'instar de l'expérience TB REACH financée par l'OMS en 2011	563			450	113	Fonds Mondial Union PNT MS UNFPA UNICEF USAID	
			Persistance des poches de populations peu informés sur la tuberculose	Identifier de nouveaux canaux porteurs de sensibilisation sur la tuberculose en vue d'améliorer la connaissance de toutes les populations sur cette maladie pour in fine les inciter à se rendre spontanément dans les centres de dépistage et de traitement	40			0	40	Fonds Mondial Union PNT MS	
			Sous total		745	0	0	450	295		
	6.10 Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation	Acquisition chaque année les médicaments antituberculeux de 1ère et 2è ligne pour le traitement des patients tuberculeux	Lourdeurs des procédures administratives d'approvisionnement des médicaments	Introduire une communication en conseil des ministres pour obtenir une dérogation spéciale pour l'acquisition des médicaments antituberculeux	200			198	2	MS PNT Fonds Mondial	
			Dépendance du financement extérieur pour l'acquisition des médicaments	Rendre disponible en complément des ressources mobilisées sur le financement intérieurs pour l'acquisition des médicaments antituberculeux						Union	
		Sous total		200	0	0	198	2			
		Formation/recyclage chaque 2 ans des prestataires des centres de diagnostic de la tuberculose	Forte mobilité des agents des centres de diagnostic due aux affectations sans concertation préalable avec la coordination du PNT	Mettre en place un système de concertation entre les directions départementales de la santé, les coordinations de zone sanitaire et la coordination du PNT pour gérer les affectations des agents impliqués dans la prise en charge des patients	40			30	10	Fonds Mondial Union PNT DDS CZS MS	
	Sous total		40	0	0	30	10				

OMD prioritaire/Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)				Partenaires potentiels	
				2014-2015	Coût			Montant mobilisé		Gap
					Total	2014	2015			
		Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et les laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux du niveau intermédiaire du programme	Lourdeurs des procédures administratives pour la réalisation des travaux de génie civil	Introduire une communication en conseil des ministres pour obtenir une dérogation spéciale pour accélérer les travaux de génie civil						Fonds Mondial Union PNT DRFM MS
				Construire les salles d'hébergement, de soins et les laboratoires (Préciser le nombre)	305				305	
		Sous total			305	0	0	0	305	
TOTAL					76 089	33 371	10 042	33 689	11 216	

ANNEXE 7 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET TRANSPORT PLAN D'ACTION 2014-2015

Interventions prioritaires	Coûts estimatifs (en millions de FCFA)		Coût total	Financement acquis (en millions de FCFA)	Gap de financement	Source de financement
	2014	2015				
OMD 7 : Assurer un environnement durable						
Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou (100 km pour les Communes du Sud et du centre et 200 km pour les Communes du Nord).	73 176	40 000	113 176	8 000	105 176	FR, DANIDA, FED, PAYS BAS
Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin.	1 151		1 151	1 000	151	KFW
Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégoués	0	0	0	200	-200	UEMOA
AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE AKASSATO-BOHICON	47 871	43 224	91 095	108 370	-17 275	BN, CHINE
Huit (08) sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme, dont trois (03) prioritairement dans les localités de : Azowlissè, Athiémé et Kessounou	876	876	1 751	385	1 366	BN
Huit (08) embarcadères/débarcadères construits, aménagements de trois (03) routes et deux (02) plans inclinés pour desservir certains de ces embarcadères/débarcadères	2 627	2 627	5 253	1 156	4 097	BN
Coût total	125 700	86 726	212 426	119 111	93 315	

ANNEXE 8 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE PLAN D'ACTION 2014-2015

Interventions/mesures prioritaires	Coût (en millions de FCFA)			Coût total du financement	Financement acquis (en millions de FCFA)	Gap de financement	Source de financement
	2013	2014	2015				
OMD 7 : Assurer un environnement durable							
A.1 Intensification des actions de reboisement							
A.1.1.1 Mettre en œuvre le projet 9 millions d'âmes, 9 millions d'arbres	0,00	500,00	1 000,00	2 250,20	2 250,20	0,00	BN
	0,00	3 500,00	4 000,00	20 251,80	0,00	0,00	Aucune convention de financement ou accord signé avec les PTF
A.1.1.2 Poursuivre l'installation de 1000 Ha de tecks par an par l'ONAB	750,00	800,00	850,00	2 400,00	2 400,00	0,00	Fonds propres de l'ONAB
A.1.1.3 Poursuivre les Activités Alternatives Génératrices de Revenus afin de réduire la pression anthropique sur les ressources nationales (AGR)	707,00	650,00	593,00	1 950,00	1 950,00	0,00	"IDA, FEM (Financement disponible sur des projets en cours d'exécution)"
Sous total	1 457,00	5 450,00	6 443,00	26 852,00	6 600,20	0,00	
C.1 Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes							
C.1.1.1 Réaliser les travaux d'ouverture et de calibrage des collecteurs dans les villes de Cotonou et Porto-Novo	9 020,80	3 179,20	0,00	12 200,00	11 400,00	800,00	"IDA (PUGEMU) (Le gap est à rechercher sur l'IDA)"
C.1.1.2 Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les villes de Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Abomey-Calavi, Sèmé-Podji, Ouidah, Kandi, Lokossa, Comè, Abomey, Bohicon, Kétou, Savalou, Savè, Tchaourou et Dassa-Zoumè.	1 540,00	4 995,00	3 383,00	12 351,00	12 351,00	0,00	BN
	4 810,37	15 480,00	8 986,00	64 406,00	32 006,00	12 960,00	"BOAD, BIDC, IDA (le coût total sur 2013-2015 est inférieur au montant total acquis. Les négociations sont en cours pour la mobilisation du reste de financement sur IDA)"
Sous total	15 371,17	23 654,20	12 369,00	88 957,00	55 757,00	13 760,00	
C.2 Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées							
C.2.1.1 Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès	125,00	300,00	375,00	800,00	800,00	0,000	BN
	681,44	292,05	0,00	973,49	973,49	0,000	IDA
C.2.1.2 Construire une cellule supplémentaire au Lieu d'Enfouissement Sanitaire (LES) et réhabiliter la voie d'accès à la décharge de Ouèssè	1 048,92	664,00	0,00	1 712,92	1 712,92	0,00	IDA

Interventions/mesures prioritaires	Coût (en millions de FCFA)			Coût total du financement	Financement acquis (en millions de FCFA)	Gap de financement	Source de financement
	2013	2014	2015				
C.2.1.3 Appuyer la Mairie de Porto-Novo à rendre opérationnel le Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Takon	0,00	300,00	0,00	300,00	0,00	300,00	BN
Sous total	1 855,36	1 556,05	375,00	3 786,41	3 486,41	300,00	
D.1 Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre							
D.1.1.1 Viabiliser les sites de construction des logements économiques à Parakou, Abomey-Cavallavi, Abomey, Kandi, Savè, Djougou, Savalou, Sèmè-Podji, Pobè, Natitingou, Tchaourou et Dassa-Zounmè	100,00	2 000,00	4 500,00	6 600,00	6 600,00	0,00	BN
D.1.1.2 Adopter et mettre en œuvre l'option "Location-Vente" pour la cession des logements économiques construits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	BN
Sous total	100,00	2 000,00	4 500,00	6 600,00	6 600,00	0,00	
Coût total	18 783,53	32 660,25	23 687,00	126 195,41	72 443,61	14 060,00	

ANNEXE 9 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : EAU ET ASSAINISSEMENT PLAN D'ACTION 2014-2015

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels	
					Total	Acquis	Source de fi- nancement	Gap de fi- nancement	2013	2014	2015		
OMD 7 : Assurer un environnement durable													
Domaine de l'Eau													
Cible 7C : Réduire de moitié d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée	Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès (Zou 57,0%, Atlantique 58,8%, Donga 60,2%) avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zones hydrogéologiquement difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà bien loties	a.1. Faible prise en compte des technologies adaptées aux zones hydrogéologiques difficiles et des grands ouvrages de mobilisation des eaux de surface pour des usages multiples dans l'opérationnalisation des politiques/stratégies ainsi que la conception/ mise en œuvre des programmes sectoriels.	a.1.3. Réaliser des ouvrages hydrauliques (FPM et AEV) dans les localités à faibles taux de desserte	10 000	6 556	KFW	3 444	3 032	3 524	3 444	MERPMEDER, DG-Eau, DPP, Service de l'Eau, Collectivités locales, MEF, MDAEP	
					4 000	1 000	BN	3 000	1 000	1 500	1 500		
					10 457	10 457	Pays- Bas	0	4 085	3 965	2 407		
				a.1.4. Assurer la réhabilitation et l'entretien des ouvrages	800	70	BN	730	70	400	330		JICA, UEMOA, FSD, Inde, KFW, MEF, DPP, MERPMEDER, DG-Eau, PNUD, MDAEP
				a.2. Lenteur dans la passation des marchés entraînant une faible consommation des crédits (procédures contraignantes)	a.2.1. Séparer les fonctions des Personnes Responsables des Marchés Publics (PRMP) de toutes autres fonctions administratives au niveau des Ministères	0	0		0				

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
				a.2.2 : Déconcentrer la signature des marchés et contrats dans les Ministères concernés	0	0		0				SGG, MERPMEDER, MDAEP, MEF, MRAI, Ministère en charge de la Justice, la Cour Suprême, Autorité de Régulation des Marchés Publics
			a.3 Mauvais fonctionnement/défaillance du d-SIGFiP (tracasseries de saisie des engagements sur le d-SIGFiP, déplacements fréquents des acteurs de la chaîne des dépenses à Cotonou pour la saisie/validation sur SIGFiP)	a.3.1 Rendre prioritaires et disponibles les dépenses liées à l'AEP sur le d-SIGFiP (élever les dépenses liées à l'AEP au rang des lignes budgétaires protégées)	0	0	-	0				DGB, MEF, MERPMEDER
			a.4 Insuffisance de rationalité dans le ciblage des zones à couvrir aussi bien à la programmation qu'à l'exécution (affirmation de l'autorité sectorielle et ou de l'Etat) dans le secteur entraînant l'iniquité dans la répartition géographique des interventions	a.4.1 Faire une planification objective tenant compte des besoins réels des localités	314	0	Pays Bas	314	123	119	72	Gouvernement, DPP, Direction Techniques et offices
				a.4.2 Faire respecter la programmation communale des ouvrages hydrauliques par tous les intervenants (départements ministériels, ONG Internationales, nationales, etc.)	0	0	AR	0	0	0	0	Gouvernement, DPP, Direction Techniques et offices
Sous total					25 571	18 083		7 488	8 310	9 508	7 753	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
		Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	b.1. Lenteur dans la mise en place des instruments de mise en œuvre de la GIRE (Système d'Alerte sur la Gestion de l'Eau, etc.)	b.1.2 Développer et appliquer les instruments et les mécanismes de gestion du secteur de l'eau (SUCCESS-DG-Eau, logiciels de gestion Communes)	4 577	4 577	Pays-Bas	0	1 182	1 777	1 618	Pays-Bas, KFW, DRFM, DPP-MERPME- DER, MEF
			b.2 Faible capacité technique des principaux acteurs de la GIRE (Etat central et déconcentrés, communes, secteur privé, société civile)	b.2.1 Assurer le renforcement des capacités du personnel du secteur en matière de GIRE	300	300	Pays-Bas	0	50	150	100	Pays-Bas, MDAEP, MEF, MERPMEDER, DPP-MERPME- DER
Sous total					4 877	4 877		0	1 232	1 927	1 718	
		Intervention C : Renforcement des capacités des Communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés	c.1. Lenteur dans le transfert de compétences/ ressources aux communes	c.1.1 Transférer des crédits pour la maîtrise d'ouvrage communale	4 131	4 131	Pays Bas	0	814	1 377	1 940	MDGLAAT, MERPMEDER, Préfectures, Collectivités Locales, - Pays-Bas, KFW, autres PTF
			c.2. Faible capacité technique de communes à assumer leur responsabilité en tant que Maître d'ouvrage et conduire les réformes du secteur au niveau local (suivi des Structures d'Intermédiation Sociale, suivi de la réalisation des infrastructures...)	c.2.2 Accroître les allocations budgétaires relatives à l'appui conseil au profit des communes	240	120	BN	120	60	90	90	MDGLAAT, MERPMEDER, DPP, DRFM, MEF
			c.3. Insuffisance de professionnalisme dans la gestion des ouvrages complexes	c.3.1 Exécuter un appui au renforcement des capacités techniques et financières des communes et des divers acteurs	400	200	PEA-SFI KFW	200	300	50	50	MERPME- DER, DG-Eau, DRFM, DPP, MEF, MDGLAAT, PEA- BM, Collectivités Locales
Sous total					4 771	4 451		320	1 174	1 517	2 080	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
		Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation	d.1. Faible capacités techniques des principaux acteurs du dispositif de suivi-évaluation (Etat central et déconcentrés, communes, secteur privé, société civile.)	d.1.1 Renforcer, les capacités techniques (recyclages, formations) des acteurs du suivi-évaluation	300	30	BN	270	30	150	120	MERPMEDER, DG-Eau, Service de l'Eau, DPP, DRFM, Préfectures, Collectivités locales,
				d.1.2. Sécuriser les ressources allouées au suivi évaluation des interventions	0	0	-	0				MERPMEDER, DG-Eau, DPP, DRFM, MEF
			d.3. Absence de passerelle entre les statistiques sectorielles et celles de l'Institut National de la Statistique	d.3.1 Mettre en place un cadre de concertation INSAE – Eau et Assainissement	0	0	-	0				MDAEP, INSAE, MERPMEDER, DG-Eau, DPP,
Sous total					300	30		270	30	150	120	
		Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain	e.1. Lenteur dans la passation des marchés entraînant une faible consommation des crédits (procédures contraignantes)	e.1.1. Créer une cellule focale au niveau du MEF pour faciliter le traitement des dossiers relatifs à l'AEP	0	0	-	0	0			MERPMEDER, MEF (DGB, DDC, DNCMP) , SONEB
				e.1.2. Autoriser l'alignement de la SONEB sur les actes uniformes de l'OHADA pour plus célérité dans la passation des marchés	0	0	-	0				MERPMEDER, SONEB, MEF, Autorité de Régulation des Marchés Publics, SGG
			e.1 .3. Etendre/ densifier les réseaux de distribution et augmenter la capacité des équipements de production d'eau	45 554	3 914	BN	15 991	1 335	1 079	1 500	MERPMEDER, SONEB, MEF, Pays-Bas, KFW, UE, BEI	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
						25 649	PTF (Pays-Bas, KFW, UE, BEI)		16 518	9 131	8 000	
Sous total					45 554	29 563		15 991	17 853	10 210	9 500	
		Intervention : F Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits	f.1 Absence de mesures spécifiques visant à réduire les coûts de branchement aux populations dans le Plan d'Actions Prioritaires/ Programme d'Investissements Publics PAP/PIP	f.1.1 Programmer la prise en charge de cette couche de la société dans les dépenses prioritaires de 2014 et 2015 (décret, arrêté)	10 000	0	AR	10 000	-	6 000	4 000	MERPMEDER, SONEB, MEF, Pays-Bas, KFW, UE, BEI
			f.2. Absence de flexibilité dans le paiement du coût du branchement (modalités de paiement en tranche)	f.2.1 Assouplir les modalités de paiement du coût du branchement par l'instauration d'un fractionnement	500	0	AR	500	-	500		MEF, Pays-Bas, KFW, UE
			f.3. Absence d'une politique globale d'alimentation systématique des quartiers périphériques ou des agglomérations des villes	f.3.1 Opérationnaliser une politique globale spécifique aux quartiers périphériques ou agglomérations environnantes des villes à travers le renforcement de la synergie entre DG-Eau et SONEB	4 000	0	AR	4 000	-	2 400	1 600	MERPMEDER, SONEB, MDAEP, MEF, MEHU, Collectivités Locales, Pays-Bas, KFW, UE
Sous total					14 500	0	0	14 500	0	8 900	5 600	
		Intervention H : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	h.1. Absence de document de planification de la sécurisation spécifique de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	h.1.1. Elaborer et mettre en œuvre un plan de sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	40	0	AR	40		40		MERPMEDER, SONEB, MEF

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
				h.1.2. Programmer dans le PIP 2014, 2015 l'acquisition de groupes électrogènes (au moins 10) dans le cadre de la sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	3 000	0	AR	3 000		2 000	1 000	MERPMEDEP, SONEB, MDAEP, MEF
			h.2. Insuffisance des fonds propres pour la couverture des charges liées à la sécurisation.	h.2.1 Accorder des appuis financiers sur Budget National et/ou du Fonds National de l'Eau à la SONEB	1 000	0	AR	1 000		500	500	MERPMEDEP, SONEB, Fonds National de l'Eau MDAEP, MEF
Sous total					4 040	0		4 040	-	2 540	1 500	
Total Eau					99 613	57 004		42 609	28 599	34 752	28 271	
	7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées	a.1 Intensification de l'approche PHA en milieu rural, en priorité dans tous les départements hormis dans les communes à statut particulier	a.1.1. Risque d'un manque de visibilité des activités d'hygiène et d'assainissement suite à la réforme en cours au Ministère de la Santé	a.1.1.1. Maintenir un état de veille dans le suivi de la mise en œuvre de la réforme pour sauvegarder et améliorer les acquis	1	0	AR	1	0,2	0,4	0,4	MS, MDAEP
			a.1.2. Non exercice des prérogatives des communes dans la mise en œuvre de la PHA	a.1.2.1 Réviser le document de mise en œuvre de la PHA et élaborer une stratégie nationale afin que soit rendu effectif le rôle des communes dans la mise en œuvre	70	70	PPEA	0	14	28	28	DNISP / MS MD- GLAAT PTF, Bu- reaux d'Etudes, ANCB, ONG
				a.1.2.2. Reproduire et disséminer le nouveau document de mise en œuvre de la PHA et le document de stratégie nationale	50	0		50	10	20	20	

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
				a.1.2.3. Accorder une subvention pour accélérer la construction des latrines familiales et prendre en charge cette subvention	6 500	0		6 500	1 300	2 600	2 600	DNISP /MS
				a.1.2.4. Mettre en œuvre la PHA dans les communes ordinaires	7 000	300	PPEA	6700	1 400	2 800	2 800	Communes, DNISP /MS, MDGLAAT, PTF
		a.1.3. Faiblesse des allocations budgétaires et lourdeur des procédures de délégation des crédits aux Services de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base et des transferts de ressources aux Communes		a.1.3.1. Renforcer le plaidoyer auprès du Ministère de la Santé, du Ministère des Finances, des Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP) et PTF pour une augmentation du budget du sous-secteur			PHA					MS/ DNISP, ANCB
			a.1.3.2. Renforcer, le mécanisme de la mise en œuvre du FADEC	50	0		50	10	20	20	MFE, MDGLAAT, MDAEP	
			a.1.3.3. Réviser et former les agents aux nouvelles procédures	250	0		250	50	100	100	MFE, MDGLAAT, MDAEP	
			a.1.4. Faible capacité de la DNISP en matière de suivi évaluation	a.1.4.1. Mettre en place un système de suivi-évaluation amélioré et adapté au contexte de la décentralisation	150	0		150	30	60	60	MS/ DNISP,
				a.1.4.2. Former les agents à l'utilisation du système	250	0		250	50	100	100	MS/ DNISP

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
			a.1.5 Faible capacité du secteur privé et de la société civile/ONG à participer à la mise en œuvre de la PHA	a.1.5.1. Mise en place d'une base de données sur les opérateurs privés au niveau des communes, départements et au niveau central	200	0	Pays Bas	200	40	80	80	DNSP, CePEPE, CFME
				a.1.5..2. Mettre à niveau les acteurs déjà formés à la PHA et étendre les formations (via un système de formation des formateurs) aux acteurs dans les zones qui n'ont pas bénéficié de l'approche PHA	8	0		8	1,6	3,2	3,2	DNSP, CePEPE, CFME
Sous total					14 529	370		14 159	2 906	5 812	5 812	
		a.2. Elaboration et Mise en œuvre des Plans d'Hygiène et d'Assainissement Communaux (hors communes à statut particulier)	a.2.1. Faible capacité des communes à élaborer des stratégies efficaces de mobilisation des ressources pouvant accompagner la mise en œuvre des PHAC	a.2.1.1. Former les acteurs communaux au plaidoyer	300	0		300	60	120	120	ANCB, MS/DNSP, MD-GLAAT
				a.2.1.2. Former les acteurs communaux aux dispositifs de financement et à la démarche de jumelage	50	0		50	10	20	20	ANCB, MS/DNSP, MD-GLAAT

OMD prioritaire/ Cibles	Indicateurs OMD	Interventions prioritaires (domaines)	Goulots d'étranglements priorisés	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA)			Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financement	Gap de financement	2013	2014	2015	
			a..2.2. Faible capacité de maîtrise d'ouvrage des communes	a..2.2.1. Vulgariser et disséminer les outils (BPO, suivi des appels d'offres, guide sur la reddition des comptes, guides sur la maîtrise d'ouvrage communale) et appuyer la mise en œuvre de la reddition des comptes dans toutes les communes	50	0		50	10	20	20	MS/ DNSP, MDGLAAT
				a..2.2.2..Généraliser et intensifier les processus de formation des acteurs communaux aux différents outils	50	0		50	10	20	20	MS/ DNSP, MDGLAAT
				a.2.2.3. Mettre en œuvre le plan de transfert des compétences aux communes élaboré en 2011	100	0		100	20	40	40	MS/ DNSP, ANCB, Communes, SNV, DGEau
Sous total					550	-		550	110	220	220	
Total Assainissement					15 079	370		14 709	3 016	6 032	6 032	
Total général					114 692	57 374		57 318	31 615	40 784	34 303	

ANNEXE 10 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENERGIE PLAN D'ACTION 2014-2015

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
OMD 7 : Assurer un environnement durable													
Assurer une fourniture d'électricité fiable à tous les habitants des zones urbaines et périurbaines	1. Taux de couverture	Intervention A : Développement de l'électrification rurale	a.1. Difficulté de mobilisation de financement nécessaire pour l'électrification de 150 localités rurales au moins par an (35 à 40 milliards F CFA)	a.1.1. Réalisation d'une étude approfondie de concessions d'électrification rurale	180	180	BM	0	36	144		180	MERPME- DER, MDEAP, BM
Fournir un accès aux services énergétiques modernes (sous la forme d'énergie mécanique et d'électricité) à 60% environs des communautés rurales au niveau local				a.1.2 Mettre en place un cadre réglementaire approprié pour l'attribution des concessions d'électrification aux privés	PM						0	MERPME- DER, MDEAP, MEF	
	2. Taux d'électrification		a.2. Absence d'études d'APD/DAO disponibles pour les travaux d'électrification rurale	a.2.1. Accélérer la réalisation des études d'APD de 200 localités rurales	960	960	FER	0	384	576		960	MERPME- DER, MDEAP, MEF, FER
			a.3. Retard dans le calendrier d'exécution des projets d'électrification rurale	a.3.1. Réaliser dans le délai prévu les travaux d'électrification de 22 localités rurales (avenant 1 au Projet d'Electrification Rurale Phase 2)	700,95	700,95	FER	0	280,38	420,57		700,95	MERPME- DER, FER, MEF
		a.3.2. Poursuivre et accélérer les travaux d'électrification de 105 localités rurales dans le cadre du Projet Facilité-Energie	13 184,7	5050,9	UE	0	331,721			331,721	MERPME- DER, MEF, MDEAP, CE, GIZ, AFD		
					5116,5		AFD					0	
					1443,1		GIZ			505,086		505,086	
					1574,2		BN					0	

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA)				Partenaires potentiels
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total	
				a.3.3. Poursuivre et accélérer les travaux d'électrification de 66 localités rurales	8316,165	8316,165	BIDC	0	2 699,328	866,078		3 565,406	MERPMEDER MEF MDEAP BIDC
				a.3.4. Accélérer la réalisation des études APD et réaliser dans les délais prévus les travaux d'électrification de 67 localités	10 000	10 000	BIDC	0		6 674,2	3 080,4	9 754,6	MERPMEDER MEF MDEAP BIDC
				a.3.5. Réaliser dans les délais prévus les travaux d'électrification des localités de Anandana, Gbéko, Bérroubouay, Damè-Wagon, Gounarou et Singré	1 300	1 300	BN	0	700	600		1 300	MERPMEDER, MEF, MDEAP
				a.3.6. Réaliser dans les délais prévus l'électrification des localités Atchakpa, Gobé, Banigbé Lokossa, Makpéhogon, Adjagbo, Wèkèhonou, Glo-Tokpa, Nioro, Pénélan et Barikini, Minantinkpon	945,195	945,195	FER	0		945,195		945,195	MERPMEDER MEF, MDEAP, FER
				a.3.7 Réaliser dans les délais prévus l'électrification des localités de Akpikpi, Tanta, Hèvé-Houndjohoundji, Adovicodji, Kpassènoucodji, Gbéghanoué, Todo, Tchonvi, Fifatin, Tori-Agonsa, Koura-Djato, Tadocomè-Hèyogbé et Lagbakada	797,81	797,81	FER	0		797,81		797,81	MERPMEDER MEF MDEAP, FER

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA)				Partenaires potentiels		
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total			
			a.4. Manque de matériel de branchement pour le raccordement des abonnés	a.4.1. Prendre en compte, dans le montage des projets d'électrification, l'acquisition de kits de branchement des ménages au réseau de distribution comme c'est le cas des projets en cours	PM								0	MERPMEDER MEF MDEAP	
		TOTAL Intervention A			36 384,82	36 384,82		0	4 431	11 529	3 080	19 041			
		Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	b.1 Vieillesse du réseau de distribution de la SBEE	b.1.1 Accélérer les travaux de renforcement du réseau de distribution de la SBEE dans une vingtaine de villes[15]	7 200	7 200	BM	0		4320	2 880		7 200	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM	
			b.2. Retard dans le lotissement des zones péri-urbaines empêchant la SBEE d'étendre son réseau	b.2.1. Sensibiliser les élus locaux aux fins d'accélérer le lotissement des zones péri-urbaines	PM				0						MERPMEDER MEF, MDEAP, MIC
			b.3 Manque de matériel de branchement pour le raccordement des abonnés de la SBEE	b.3.1. Accélérer le processus d'acquisition de 45 000 kits de branchement	5 450	5 450	BM	0		5 450			5 450		MERPMEDER MEF, MDEAP, BM
		TOTAL Intervention B			12 650	12 650		0	0	9 770	2 880	12 650			
Permettre l'adoption des combustibles modernes par 50 % environs des ménages qui utilisent actuellement la biomasse traditionnelle pour la cuisson	3. Taux de pénétration des ménages en Combustibles modernes	Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	c.1. Insuffisance des mesures facilitant l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	c.1.1. Promouvoir l'accès des ménages des villes de Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou, Lokossa, Bohicon à 20 000 équipements de cuisson à prix subvention de 30%	355,75	196,75	AFREA	0	196,75				196,75	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM	
						114	NDF	0		80	34	114			
						45	BM (IDA)	0	20	25		45			

Objectifs	Indicateurs	Interventions prioritaires	Goulots d'étranglements priorités	Solution accélératives indicatives 2014-2015	Coûts estimatifs (en millions de F CFA)				Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA)				Partenaires potentiels	
					Total	Acquis	Source de financ.	Gap	2013	2014	2015	Total		
				c.1.2. Veiller à la disponibilité des bombonnes du gaz butane au niveau des sociétés de distribution	PM								MERPMEDER, MEF, MDEAP, MIC, Sociétés distributrices	
		TOTAL Intervention C			355,75	355,75		0	217	105	34	356		
	4. Taux de pénétration des foyers améliorés dans les ménages	Intervention D : Promotion de l'accès des ménages aux foyers améliorés	d.1. Insuffisance des mesures facilitant l'accès des ménages aux foyers améliorés	d.1.1. Promouvoir l'accès des ménages des villes de Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou, Lokossa, Bohicon à 30 000 foyers améliorés	189,516	116,516	BM (IDA)	0	40	76,516		116,516	MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM	
						43	NDF			30	13	43		
						30	AFREA	0	30			30		
		TOTAL Intervention D			189,52	189,52		0	70	107	13	190		
TOTAL DES INTERVENTIONS					49 580	49 580		0	4 718	21 510	6 007	32 236		

Equipes ayant réalisé le travail

Supervision			
<i>Président du Conseil d'Analyse Economique (CAE) de la Présidence de la République du Bénin</i>		<i>Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Bénin, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</i>	
Prof. Géro Fulbert AMOUSSOUGA		Nardos BEKELE-THOMAS	
Coordination technique			
Janvier P. ALOFA, <i>Economiste national/PNUD</i>			
Alastaire ALINSATO, <i>Assistant au Président du CAE</i>			
El Hadji FALL, <i>Economiste principal/PNUD</i>			
André-Félix SOSSOU, <i>Coordonnateur de PADC-OMD</i>			
Innocent LOKOSSOU, <i>Directeur des politiques sectorielles/MDAEP</i>			
Comité de rédaction			
Janvier P. ALOFA	Alastaire ALINSATO	Raphaëla KARLEN	Christiane NIKOBAMYE
Personnes ressources			
Valentin AHANHANZO-GLELE			
Gérard YEDO			

Liste des participants à l'atelier technique tenu à Porto-Novo (Centre Songhaï) du 4 au 8 juin 2013

N°	NOM ET PRENOMS	Structures de provenance
1	AMOUSSOUGA Géro Fulbert	Président-CAE/PR
2	EL HADJ Fall	EP/PNUD
3	ALOFA Janvier P.	EN/PNUD
4	ABOUBAKARI Mohamed	DPP/MEMP
5	ADAMON Moïbi A.	DPP/MEMP
6	ADICLES Venance	DPP/MESFTPRIJ
7	ADOUNKPE F. Martial	DPP/MEHU
8	AHOKPOSSI M. Mabou	DSME/MS
9	AKPAMAGBO Clément	DPP/MS
10	AKPAMOLI Alphonse D.	MS
11	AKPO Romain	DGPD/MDAEP
12	ALINSATO Alastaire	CAE / PR
13	ALIOU Ep EMMANUEL Alidjennatou	DPP/SEP/MESFTPRIJ
14	ALLADAGBIN Gabriel	MEF/DGB
15	ALLAGNON Ignace	DGSP/MDAEP
16	BABATOUNDE L. Alain	CAE / PR
17	BACHABI Moussa	PNLS / MS
18	BAGOUDOU Bauro	DPP/MEMP
19	BIAOU T. Enerst Paul	DPP/MEHU
20	DAKO Eloi Prosper	DPP/MEHU
21	DANHOEGBE Agossou Pierre	DPP/MERP MEDER
22	HOUNNON Ep FADONUGBO Noëlie Marie	DPP/MESFTPRIJ

N°	NOM ET PRENOMS	Structures de provenance
23	DJEDOU Hermann	MEF/DGB
24	DJODJO KOUTON Damien Sagbo	ANE/MAEP
25	DJOSSOU Aristide	CSPEF/MEF
26	FASSINO Vincent G.	SEP/DPP/MESFTPRIJ
27	FINOUE Mathias	DPP/MS
28	GLELE AHANHANZO Valentin	Consultant
29	GNANSOUNOU Robert sènou	SONEB/MERPMEDER
30	GODONOU E. Oscar	DTMFL/MDCEMTMIP/PR
31	GOMEZ Marino	CTPSPS/MEMP
32	GOUNOU Evariste	DT/ONASA/MAEP
33	HOUENINVO Hilaire	CAE / PR
34	HOUSSOUKPE Clément	DPP/MFASSNHPTA
35	HOUETCHENOU Christian	MEF/DGB
36	KOMBIENI Emmanuel	DPP/MERPMEDER
37	LOKOSSOU K. Innocent	DGPD/MDAEP
38	MISSIHOUN SOSSA Judicaël	DPP/MEHU
39	VIDEGLA Euloge	DPP/MAEP

N°	NOM ET PRENOMS	Structures de provenance
40	OLIVIER DE MONTAGUERIE A. Rose Claire	DPP/MERPMEDER
41	SIDI SOUMANOU Alassane	MEF/DGB
42	SIKIROU Ganiou	DGE/MERPMEDER
43	SONON D. Gustave	DPP/MTPT
44	SOSSOU André-Félix	C/PADC-OMD/PNUD
45	TAFFA Mouniratou	DPP/MESFTPRIJ
46	TAMBAMOU Géronimo T. I.	DPP/MTPT
47	VIGAN Evariste	DGE/MERPMEDER
48	VLAVONOU Ep YEMADJE Lucrèce	DPP/MTPT
49	SOSSOU Hervé	DPP/MAEP
50	HOSSOU Célestion	DGB
51	HODONOU Assogba	DPP/MAEP
52	YEDO Gérard	DPP/MDAEP
53	DOSSOU YOVO Clarisse	DPB/DGB
54	ZOUNGAN Cyrille	CSE/DPP/MS
55	ZOUNON Adrien Vignon	DGTP/MTPT

